Nouvelle Série
N° 5
9e Année

Défense de l'Occident

MAI
1960

Revue mensuelle politique et littéraire
Secrétaire général : Jacques Poillot

SOMMAIRE

DÉFENSE DE L'OCCIDENT, Services commerciaux et vente :
58, rue Mazarine, Paris (6e).

Abonnement. — 1 an : 18,00 NF ; Etranger : 24,00 NF
Soutien : 30,00 NF — Propagande : 50,00 NF

C. C. P. : 2182-19 PARIS

*

BULLETIN D'ABONNEMENT

Veuillez m'inscrire pour un abonnement de

à votre revue *DEFENSE DE L'OCCIDENT* à partir du N° ______

NOM ....

PRENOM ....

ADRESSE ....

....

Signature,

Abonnements. — 1 an : 18 NF

Etranger : 1 an : 34 NF

Soutien : 30 NF ; propagande : 50 NF

Paiement par mandat, chèque bancaire, ou virement postal adressé à : *Les Sept Couleurs*, 58, rue Mazarine, Paris-6°, C. C. P. 2182-19 Paris.

Maurice BARDECHE.

LES VRAIES CONDITIONS DE LA PAIX

Je n'ai personnellement aucun doute sur la conférence au sommet. Au moment où j'écris, on ne sait pas si elle aboutira à une rupture dramatique ou si l'on parviendra à sauver les apparences, mais c'est sans aucune importance : qu'elle ait lieu ou qu'elle n'ait pas lieu, elle ne peut aboutir qu'à une défaite de l'Occident. Il ne fallait pas accepter la conférence au sommet, parce que c'est une idée soviétique ; il ne fallait pas se prêter à la détente parce que c'est une politique soviétique.

Nous ne faisons que répéter ici ce que notre revue a toujours dit dès le premier jour. Il n'y a pas de dialogue possible entre Eisenhower et le bouledogue Khrouchtchev : et il n'y a pas de médiation possible, car de Gaulle et Macmillan sont des comparses qui ont aussi peu de prestige que d'importance.

Le dialogue doit être établi par d'autres méthodes, sur d'autres bases et à une autre échelle. Il n'y aura rien de fait, il n'y aura rien d'entamé tant qu'on n'aura pas accepté de poser le problème en des termes clairs et fondamentaux : *les Soviets occupent indûment une moitié de l'Europe qui ne leur appartient pas, les Américains sont installés indûment sur une moitié de l'Europe où ils n'ont rien à faire,, la paix commence au retrait réciproque et si ce retrait réciproque est impossible, il ne peut y avoir et il ne doit y avoir qu'une politique de chiens de garde.*

Dans la perspective de cette solution, un certain nombre de groupes européens se sont mis d'accord *il y a dix ans* pour définir les bases sur lesquelles une paix véritable et sincère pourrait être établie. Ces idées ont été souvent exprimées dans *Défense de l'Occident*. Elles ont été définies pour la première fois en 1950 dans mon essai, *Lettre à un Sénateur d'Amérique*,

connu encore sous le titre *L'Œuf de Christophe Colomb.* Ce livre, à peu près inconnu en France, a été traduit et diffusé dans un grand nombre de pays. Les idées qu'il contient sont devenues aujourd'hui celles d'un certain nombre d'organisations politiques qui ont travaillé, non pour obtenir des résultats électoraux ou des positions personnelles, mais pour trouver des solutions valables pour l'avenir.

Dès l'année 1950, il était visible que la situation créée en Europe était éphémère et dangereuse. A la fois engagés dans une croisade sans issue si elle ne débouchait pas dans la guerre et placés sous la protection et aussi sous la dépendance des Etats-Unis, les pays européens étaient privés de leur *autodétermination* idéologique et stratégique. Enchaînés au char pourri de la démocratie, ils se trouvaient dans l'impossibilité d'inventer les solutions politiques qui pouvaient les faire déboucher dans l'avenir ; tributaires des Etats-Unis pour leur défense, ils ne pouvaient ni assurer eux-mêmes leur protection, ni être assurés que la protection des Etats-Unis leur serait automatiquement apportée. La situation dans laquelle se trouvait l'Europe en 1950 n'a pas essentiellement changé : mais les dangers se sont précisés en dix ans et les idées ont évolué. En mettant sous les yeux du lecteur les pages, probablement inconnues de lui, qui nous paraissent définir l'objectif de toute politique constructive en Europe, nous ne prétendons définir qu'une ligne générale de recherche. Insistons sur ce point. L'indépendance de l'Europe suppose d'abord l'Europe, son unité politique, son unité économique, sa force militaire, elle suppose également des concessions égales et parallèles des deux occupants qui sont aujourd'hui installés sur le sol européen. La réalisation de ces conditions de l'indépendance européenne ne peut donc être que progressive et ne doit jamais être unilatérale, elle ne doit créer en aucun cas un vide politique, mais au contraire substituer un élément neutre et solide, se développant suivant ses propres lois à la ligne stratégique sur laquelle aujourd'hui les deux plus grandes puissances du monde se trouvent dangereusement en contact. Nous ne nous dissimulons nullement la difficulté de faire accepter aujourd'hui de pareilles idées. Mais nous pensons que c'est seulement dans la ligne de cette politique que pourront se réaliser une véritable détente et une paix durable.

Voici les pages écrites en 1950 auxquelles je me réfère :

« La génération de la guerre a constaté dans tous les pays d'Europe le déclin définitif des valeurs sur lesquelles la propagande officielle prétend nous rallier. Elle proclame que l'Europe ne pourra se sauver qu'en prenant conscience de valeurs nouvelles qui seront celles de notre temps. Et dans tous les pays du monde, elle a le sentiment que sa tâche essentielle est de faire surgir et d'imposer cette vision nouvelle du monde. Elle combat le collectivisme qui fait de l'homme une machine et le prive de sa vie propre et de son âme. Elle repousse l'indivi-

dualisme intégral qui désagrège la communauté. Elle pressent une autre voie que lui dicte sa propre expérience. Entre les hommes de cette génération le trait d'union n'est pas seulement l'expérience née de la guerre, il est aussi le souvenir des espoirs qui s'étaient levés autrefois. Tous nous avons plus ou moins connu, plus ou moins fortement ressenti le puissant courant d'espoir et de fraternité qui avait traversé un peu avant la guerre tous les peuples d'Europe. Jamais l'union n'avait paru si proche ; jamais elle n'avait paru si facile. Il nous est impossible de ne pas nous souvenir de cette espérance. C'est autour d'elle que l'Europe se fera.

« Quelle sera cette Europe ?

« La communauté européenne doit être nécessairement une unité politique absolument indépendante. Et ces mots « absolument indépendante » s'appliquent également aux deux voisins de l'Europe, la Russie et les Etats-Unis. L'Europe ne doit pas être une position avancée des Etats-Unis dans la guerre contre l'impérialisme russe. Elle ne doit pas être non plus l'instrument ni l'allié inconditionnel des Etats-Unis. L'indépendance politique de l'Europe, cela veut dire avant tout que l'Europe a le droit de choisir seule si elle fera ou ne fera pas la guerre. Bien entendu, pour l'instant, une telle indépendance n'est pas immédiatement réalisable. Nous savons tous qu'il y aura une période transitoire pendant laquelle l'alliance et la protection des Etats-Unis sont absolument nécessaires à l'Europe. Mais je crois que, dans l'avenir, aussitôt que la force politique et militaire de l'Europe aura été constituée, c'est l'intérêt des Etats-Unis comme le nôtre que l'Europe puisse définir seule sa propre politique, qu'elle soit strictement indépendante et qu'elle puisse éventuellement même intervenir comme un élément de conciliation entre les Etats-Unis et la Russie.

« A l'égard de la Russie, je pense que l'indépendance de l'Europe doit se manifester par sa force militaire et par sa puissance industrielle et que la communauté européenne doit tendre à constituer aussi vite que possible une unité politique capable de s'opposer par la force à toute entreprise impérialiste russe. Cette indépendance de l'Europe doit se manifester également par la destruction totale de toutes les positions de la propagande communiste en Europe. Si l'Europe veut vivre, il faut qu'elle soit militairement saine et politiquement saine. Tout point d'appui communiste ou crypto-communiste, toute cinquième colonne doit être refoulée de son territoire. Mais, ceci dit, je pense que l'Europe ne doit pas montrer une hostilité systématique à l'égard de la Russie soviétique, sous prétexte que son régime et ses conceptions de vie sont différents des nôtres. *Nous avons à nous défendre, nous n'avons pas à faire de Croisade*. Nous ne voulons pas du communisme chez nous et nous devons prendre pour cela les mesures nécessaires. Nous

n'en voulons pas non plus dans nos colonies et d'une façon générale dans les territoires sur lesquelles l'Europe a un droit de regard ou un intérêt vital. Mais nous n'avons pas à attaquer le communisme en Russie même. Cela ne nous regarde pas. Si les Etats-Unis veulent faire aux Soviets une guerre préventive, c'est une question qu'ils ont à décider eux-mêmes. Mais si cette guerre préventive n'éclate pas, nous devons faire en sorte que l'Europe, inaccessible aux Soviets, puisse devenir un élément de paix et de concorde, que des dipsositions équitables et raisonnables apaisent la méfiance du Kremlin et qu'il soit parfois utile aux deux grands adversaires de se servir de l'expérience politique des hommes d'Etat européens pour chercher un terrain d'entente.

« La communauté européenne devra donc être à la fois étrangère à l'hystérie démocratique et à la Croisade soviétique. Son indépendance politique ne sera complète, elle ne sera manifeste que si elle aboutit à une totale indépendance idéologique. C'est là surtout où est l'erreur américaine. *Vouloir une Europe « démocratique », c'est vouloir que l'Europe appartienne à l'un des deux camps.*

« J'insiste sur cette idée, car je la regarde comme capitale pour notre avenir commun. Une Europe démocratique est la prisonnière du camp démocratique, elle ne peut être qu'un Etat satellite des Etats-Unis, et par conséquent elle est un facteur de guerre et sa structure rend impossible la solution des problèmes internationaux. Il est évident et il est légitime que la Russie ne puisse accepter, en aucun cas, de voir les aérodromes militaires américains installés en Prusse. La constitution de bases militaires américaines *permanentes* en Allemagne est une menace pour la Russie et la Russie a raison de la considérer ainsi. Si la puissance russe cherchait à s'établir à Cuba, les Etats-Unis considéreraient cette installation comme un *casus belli*. Il faut être logique. Si la puissance militaire américaine cherche à s'installer définitivement en Allemagne, c'est une situation qui n'est pas moins grave. Au contraire, l'existence d'une Europe non-démocratique et non-communiste est une garantie à la fois pour les Etats-Unis et pour la Russie. C'est un Etat-tampon dont la Russie n'a rien à craindre si ses dispositions sont aussi nettes contre l'ingérence démocratique qu'elles le sont contre l'ingérence communiste. C'est même un Etat-tampon auquel dans l'avenir la Russie peut faire des concessions qu'elle ne peut pas faire aux U.S.A. Car ce qui importe à la Russie et à juste titre, ce n'est pas tant d'avoir en Prusse une puissance vassale, c'est surtout d'avoir en Prusse une puissance non-ennemie, un Etat qui ne l'attaquera pas et qui n'a pas d'intérêt à l'attaquer. Dans cette position non pas de neutralité, car il faut au contraire que l'Europe soit militairement,

industriellement et politiquement très bien armée, mais *d'impartialité réside tout l'avenir.*

C'est dans l'intérêt de tout le monde que l'Europe n'appartienne à aucun des deux camps, mais qu'elle vive de sa propre vie et qu'elle se développe suivant son propre génie. L'Europe n'est pas un enfant mineur. Telle que nous la voyons dans l'avenir elle est une grande puissance. Possédant les ressources industrielles des divers pays européens, elle peut un jour parler en égale aux Etats-Unis et à la Russie. Enfin elle s'appuie sur le continent africain. Nous souhaitons qu'un jour, quand l'Europe sera constituée en unité politique, les colonies des divers pays européens soient largement ouvertes à toutes les nations de la communauté européenne. Et nous sommes convaincus qu'alors l'Afrique peut prendre un immense essor. Nous sommes convaincus aussi que la conception du monde qui sera celle de l'Europe nous permettra de trouver un terrain d'entente avec les nationalistes arabes. En leur présentant des conceptions absolument neuves sur la présence simultanée des Européens et des Arabes dans les territoire communs, nous pensons que nous pourrons résoudre la plupart des difficultés devant lesquelles échouent l'hypocrisie démocratique et les survivances colonialistes. Au moins, aborderons-nous ces discussions, nous Européens, avec une mentalité généreuse et loyale à l'égard du peuple arabe dont nous reconnaissons la valeur et l'antiquité comme race et comme culture. »

Maintenant, une comparaison fera comprendre l'esprit de cette politique. Une personnalité très importante du parti démocrate américain, M. Adlaï Stevenson, qui fut deux fois candidat des démocrates à la Présidence et dont on parle encore comme d'un futur Secrétaire d'Etat, donnait récemment ce témoignage singulier sur le désarroi américain. Il donna il y a quelques jours, une interview à Robert Boulay, correspondant de *Paris-Presse* que le journal titra ainsi : *« M. Adlaï Stevenson m'a dit : Les Américains doivent quitter Berlin et l'Europe s'ils veulent faire la paix atomique ».*

Voici le passage le plus important de cette interview :

« — Vous pensez qu'on peut arriver à un accord sur le désarmement en Europe ?

— JE PENSE QUE LE PLAN RAPACKI PEUT FOURNIR UNE BASE DE DISCUSSION.

— Votre réponse me surprend. Jusqu'à présent, les Occidentaux et plus spécialement les Américains, se sont toujours opposés au plan Rapacki, qui est considéré par les puissances atlantiques comme l'amorce d'une neutralisation de l'Europe. Cette politique, on pourrait la résumer par la formule « G.I. go home ». Envisagez-vous vraiment le retrait des forces américaines d'Europe ?

— Oui, dans l'avenir.

— Vous venez, M. Stevenson, de me faire une réponse très importante. Cela signifie-t-elle que l'Europe aurait à établir sa défense elle-même ?

— JE PENSE QUE LES EUROPEENS, ALLEMANDS, FRANÇAIS, ANGLAIS, ETC., DOIVENT POUVOIR ETRE EN ETAT DE SE DEFENDRE EUX-MEMES EN EUROPE.

— Vous estimez alors que les Américains devraient mettre des armes atomiques à la disposition des forces européennes ?

— Cela peut se discuter.

Dans la suite de la conversation, M. Stevenson ne m'a donné aucune précision sur ce point. Il m'a toutefois indiqué que, dans le passé, il avait dit et répété — notamment au général de Gaulle — que, dans son esprit, les forces européennes auraient dû disposer seulement d'armes conventionnelles, les Américains disposant, seuls, de leur côté d'armes atomiques. »

Je ne commenterai pas ce qu'il y a d'inquiétant et d'inopportun dans une telle déclaration faite à une telle date. Et je ne soulignerai pas non plus combien elle rappelle la désinvolture avec laquelle le Congrès de 1918 refusa de souscrire aux engagements du Président Wilson. C'est une réaction que je laisse à la réflexion du lecteur. Je veux me borner à relever les différences capitales de position entre ce défaitisme et nos propres thèses. La déclaration de M. Adlaï Stevenson est fondée sur le découragement provoqué par une situation de fait et non sur l'analyse des *causes* de cette situation. Le plan Rapacki auquel il est fait référence, a uniquement pour objet de désamorcer le dispositif américain *sans rien offrir en échange*, sinon le mot de détente. La réticence devant l'armement complet de l'Europe exprime le même désir de *paix à tout prix* en offrant des concessions palpables et définitives en échange de bonnes paroles provisoires. Cette politique de vieillard maltraité par une servante-maîtresse n'est qu'une politique d'abandon sans contre-partie, de défaite et de servilité. Elle est en contradiction avec le principe fondamental de toute diplomatie majeure : à toute concession de fait doit répondre une concession de fait. Tout le reste est panique devant l'intimidation.

Ce que nous proposons est tout autre chose. Les Soviets veulent le retrait des bases américaines en Europe. Bien. *Qu'ils achètent chaque étage de ce retrait par un retrait territorial correspondant en Europe*. Pendant le temps qu'exigera le calendrier de cette opération, des bases européennes neutres, n'entrant pas dans le système du Pacte Atlantique, remplaceront les bases américaines évacuées. L'Europe indépendante se constituera peu à peu en s'étendant comme une tache d'huile. Au terme de cette opération, les bases américaines auront reculé une à une, les bases communistes se seront repliées une à une,

l'Europe aura occupé politiquement et stratégiquement le territoire qui lui revient et le traité de paix, inscrit sur la carte et dans les faits, cessera d'être un problème insoluble.

Si les peuples veulent réellement la paix, si les Soviets, en particulier, veulent réellement la paix, l'implantation de cette Europe neutre, n'appartenant plus ni au Pacte Atlantique, ni au soi-disant bloc des démocraties, la leur assurera réellement et pour une longue durée. Là est le test de leur volonté de paix. Là est la vraie détente, celle qui est dans les faits, non dans les mots.

Mais si cette politique de paix est impossible, si l'Europe n'est plus définitivement que cette frange de territoire acculé à la mer, sans arrières et sans espace, alors les Américains doivent monter la garde sur leur tête de pont pendant tout le siècle, puisque c'est la sottise criminelle d'un de leurs Présidents qui l'a voulu ainsi. Ils doivent monter cette garde, sourds comme une sentinelle, muets comme un bouledogue et haussant les épaules quand on leur parle de promenade, de détente, de sentiments et d'autres fariboles au lieu de mettre la monnaie sur la table.

Qu'ils cessent une fois pour toutes leur politique de femelle. La frontière actuelle de l'Europe est une frontière de guerre. Le peuple qui la garde est sous les armes et le sourire ne fait pas partie du règlement d'infanterie. Si les Américains se souvenaient de ces vérités premières, ils ne feraient pas faire deux mille kilomètres au premier magistrat de leur pays pour s'offrir bêtement aux quolibets et aux affronts.

Maurice BARDÈCHE.

Paul SERANT

SUR LA PENSÉE POLITIQUE D'ABEL BONNARD

On s'étonnera peut-être qu'Abel Bonnard figure au nombre des auteurs que j'étudie dans mon essai *Le Romantisme fasciste* (1). Contrairement à Drieu, à Brasillach et à Rebatet, qui se déclarèrent fascistes, et à Alphonse de Chateaubriant, qui se déclara national-socialiste, Abel Bonnard ne s'est pas réclamé de l'une ou l'autre de ces doctrines. Cependant sa sympathie pour le P.P.F. de Doriot avait situé Bonnard, dès 1937, dans le courant « pré-fasciste » français. Si d'ailleurs j'ai choisi le titre de *Romantisme fasciste,* c'est pour faire comprendre que les écrivains que j'étudie se caractérisent par le lyrisme, et que leur attitude politique se confond en grande partie avec la recherche d'un nouveau style de vie collective, d'une poétisation de l'ordre politique et social.

Dans le plus important ouvrage politique de Bonnard, *Les Modérés,* on découvre d'abord sa nostalgie de l'ancienne France, de cette ancienne France où, dit-il, « le pouvoir se signalait bien plus par sa majesté que par son exigence, par son autorité que par sa domination. » Dans l'ordre français d'avant la Révolution, « chacun développait sa personne sans avoir à quitter sa vie. L'artisan, en empoignant les outils de son labeur, saisissait les instruments de son propre perfectionnement. Celui qui faisait sa besogne parfaisait son âme.

(1) Une erreur de mise en page nous a fait présenter en janvier quelques fragments du *Romantisme fasciste* de Paul Sérant sous le titre : « Un livre paraît ce mois-ci ». C'est dans quelques jours que paraîtra l'essai de Paul Sérant. L'auteur présente ici un extrait consacré à Abel Bonnard. (N.D.L.R.),

S'il y avait des seigneurs dans la société, il y avait des maîtres dans chaque atelier et dans chaque ferme. Le roi n'était le père de son peuple que parce que chaque père était roi dans sa famille[1] ».

Cette harmonie de l'ancienne société française fut détruite par l'avènement des Jacobins qui, aux anciennes hiérarchies correspondantes, devaient en substituer une seule, « spéciale, fausse, arbitraire, où chacun ne vaut que selon son dévouement au parti ». La France fut désormais soumise à la tyrannie d'une secte. Les Jacobins prétendaient incarner le patriotisme, mais, remarque Bonnard, « leur première démarche est de rompre avec tout ce que leur pays a été jusque-là ; une histoire de huit siècles, la plus noble de l'Europe et la plus glorieuse, ne leur est de rien ; leur patriotisme commence par cet attentat. Ils n'aiment la France qu'autant qu'ils l'ont mise en eux ; ils l'obligent à dater d'eux-mêmes, après quoi ils refusent le titre de patriotes aux Français qui n'acceptent pas cette substitution[2] ». Cette domination d'une secte sur l'ensemble de la nation dure encore dans la Troisième République, qui est obligée, pour survivre, de prolonger l'idéologie révolutionnaire. Bonnard en voit la meilleure preuve dans la manière dont le gouvernement réprime l'émeute, dès qu'elle n'émane plus des partis officiellement républicains : « Si les Français s'insurgent d'eux-mêmes, s'ils se révoltent sans qu'on le leur ait commandé, s'ils marquent le moindre mouvement de mécontentement sincère, ils ne sont plus que des factieux et des scélérats : on mitraille le peuple, quand ce n'est pas celui qu'on a fabriqué[3]. » Les Jacobins d'hier et d'aujourd'hui seront alternativement pacifistes ou bellicistes, selon les circonstances, car ils n'ont en vue que l'intérêt de leur parti : « La seule guerre à laquelle les Jacobins ne puissent renoncer, c'est celle qu'ils font aux Français. La politique est essentiellement pour eux la guerre à l'intérieur. » C'est que « le malheur de la République est d'être née dans la haine ; elle date du moment où la France s'est divisée[4] ».

1. A. Bonnard, *Les Modérés* (Grasset, 1936), p. 35.
2. *Ibid.*, p. 32.
3. *Ibid.*, p. 44.
4. *Ibid.*, p. 64.

La Révolution française fut bien différente de celles qui avaient lieu dans d'autres pays, et on ne saurait la comparer, par exemple, aux révolutions anglaises : « En Angleterre, l'accident fut soumis à la tradition, dompté par la continuité qu'il avait risqué d'interrompre[3]. » La Révolution n'a pas doté la France d'un régime d'égalité, mais d'un régime égalitaire ; ce régime n'a pas seulement renversé la hiérarchie du mérite, il l'a remplacée « par une hiérarchie contraire, retournée vers le bas ». C'est pourquoi, parmi les régimes des autres pays, la République française apparaît comme un monstre à part. « La France est le seul pays où la nation ait en permanence son gouvernement contre soi, le seul où une guerre sinistre et grotesque ait été déclarée à Dieu, le seul où l'ordre ne subsiste que par survivance, sans être jamais soutenu ni fortifié, le seul où l'enseignement officiel n'ait pas d'autre tâche que de détruire obstinément tout ce qu'il devrait conserver, et dérobe à la nation la connaissance de sa propre grandeur[2]. »

Le régime né de la Révolution n'a pas seulement donné à la France des institutions débiles, il a profondément abaissé l'esprit public. Bonnard refuse la distinction (établie par Maurras) qui opposait à un « pays légal » corrompu un « pays réel » demeuré sain. Il rappelle le mot de Joseph de Maistre, selon lequel les peuples ont le gouvernement qu'ils méritent. « Bien loin de nous plaire à opposer une nation pourvue de toutes les bonnes qualités à un régime chargé de toutes les mauvaises, fiction lâche et fausse qui ne mène à rien, nous ne devons pas craindre de connaître le régime et la nation l'un par l'autre. Assurément, celle-ci déborde celui-là, par ce qu'elle a de plus haut et ce qu'elle garde de plus profond ; mais, entre ces extrêmes, il ne se peut pas qu'elle ne coïncide avec lui en beaucoup de points : même les plus vils des politiciens s'appuient sur une clientèle qu'ils ont, sans doute, contribué à corrompre, mais qui, par un touchant échange de bons offices, tend elle-même à les confirmer dans leurs vices ; d'autres députés, qui valent mieux sans valoir beaucoup, ne sont que l'expression trop fidèle de cette masse incertaine

1. *Ibid.*, p. 228.
2. *Ibid.*, pp. 61-62.

qui, loin de vouloir le bien, craint presque d'y aspirer 1. »

Cette décadence de la société française, Bonnard en prend la mesure en examinant ce que sont devenues la noblesse et la bourgeoisie. Il rend hommage aux vertus de la noblesse française, qui, dit-il, « par la création du type humain qui la représente, s'est élevée jusqu'à cette hauteur où atteignent seules les sociétés supérieures, quand, entraînées par le temps, comme toutes les autres, elles fixent au-dessus de lui une image d'elles qu'il n'emportera pas 2 ». Cependant, si la noblesse française fut remarquable par sa bravoure et son élégance, elle fut incapable d'être pour la France une véritable classe dirigeante. « Il est aisé de reprocher à Richelieu et à Louis XIV d'avoir ôté à la noblesse son importance sociale, mais il faut reconnaître qu'elle n'avait donné avant eux aucun signe de maturité politique : le pouvoir royal a seulement dompté des brouillons 3. » Cependant, la bourgeoisie fait regretter la noblesse. On fait l'éloge de la « sagesse » de cette classe, mais cette sagesse apparaît à l'observateur impitoyable qu'est Bonnard comme « la circonspection égoïste de l'individu ». La bourgeoisie française comporte sans doute d'excellents éléments, mais son esprit général n'en est pas moins déplorable. Cette classe « a cru que c'était être pratique que d'être petit ; elle a confondu de tout son cœur le supérieur avec l'inutile, et n'a pas eu d'autre philosophie que de faire du droit de propriété une idole dans un désert... Placée entre une noblesse qu'elle jalousait et un peuple qu'elle méprisait, elle a interrompu cette circulation de sentiments généreux qui doit porter l'âme d'une nation dans toutes les parties de son corps ». Et l'ensemble de la bourgeoisie a été atteint par les défauts de ce qu'on appelle les petits bourgeois, insensibles à l'héritage français. « Rongés par les passions les plus âcres et les couvrant des mots les plus vains, avides de s'instruire, mais seulement pour primer, pénétrant dans les arsenaux de la pensée pour y piller quelques armes, sans jamais entrer, pour s'y désarmer, dans les palais de la culture, ces petits bour-

1. *Ibid.*, pp. 12-13.
2. *Ibid.*, p. 69.
3. *Ibid.*, p. 67.

geois envieux empruntent un sophisme à Rousseau ou un sarcasme à Voltaire, mais les rayons pacifiques du génie français ne les touchent pas. Ni la noblesse de Racine ou la grandeur de Corneille, ni la bonhomie de La Fontaine ou la splendeur de Ronsard, ni ces cathédrales qui resteront la suprême expression de la France n'étendent jusqu'à eux leur influence : raisonnant loin de la raison, comme ils vivent loin de l'âme, ils sont moins le produit que le rebut de la civilisation française 1. »

Ce qui frappe donc Bonnard, c'est que la France, restée riche en individus, est devenue pauvre dans son ensemble ; les vertus essentielles dont dépend la vie des peuples y sont affaiblies, l'individualisme a conduit les plus vains aux honneurs et les meilleurs à l'isolement. S'il y a quelque chance de redressement français, ce redressement suppose la disparition de la société française née de la démocratie.



Il est donc normal qu'Abel Bonnard se soit quelque peu rapproché de l'*Action Française*. En 1936, il rend un hommage ému à Jacques Bainville dans l'organe du comte de Paris, *Le Courrier Royal*. « Bainville, dit-il, aura appris à ses lecteurs qu'être royaliste est une opinion décidée, et que ce n'est pas une opinion violente 2. » En 1937, il prend la parole au Vélodrome d'Hiver, dans le cours d'un meeting où l'on célèbre la libération de Maurras, après ses huit mois de détention à la Santé. « On ne dira jamais assez, affirme Bonnard, tout ce qu'a été Charles Maurras... Il a déversé dans l'esprit public un tel flot d'idées justes que ceux mêmes qui pensent ne rien lui devoir répètent plus faiblement les vérités qu'il a dites et que, pour mesurer toute son influence, il faut ajouter à la troupe des Français qui sont ses disciples en le sachant, la foule de ceux qui sont ses disciples sans le savoir... 3 ».

Si Bonnard s'est rapproché de *L'Action Française*, c'est peut-être à cause du mépris que lui ont inspiré ces

1. *Ibid.*, pp. 79 et 82.
2. *Courrier Royal*, 12 novembre 1936.
3. A. Bonnard, Discours prononcé au Vélodrome d'Hiver, le 8 juillet 1397.

hommes qu'il a souvent rencontrés dans les salons du faubourg Saint-Germain et que le langage politique d'alors désigne du nom de modérés. Il a donné d'eux l'analyse la plus minutieuse et la plus impitoyable. Ces « modérés », sous la Troisième République, ce sont, en principe, les gens de droite, les défenseurs de l'ordre établi. Tels qu'ils apparaissent à Abel Bonnard, les modérés sont avant tout « les restes d'une société ». Ils gardent de ce fait certaines qualités de finesse et de savoir-vivre ; et c'est parce qu'ils sont le reflet d'une France disparue que les Français votent pour eux « quand ils rêvent d'un Etat honnête, sans avoir le courage de vouloir un Etat fort ». Mais les modérés sont des hommes faibles : « Leur richesse est derrière eux, et leur misère en eux-mêmes. Ils sont les dernières émanations d'un monde qu'ils sont bien incapables de continuer puisqu'ils ne le comprennent même plus. Derrière les radicaux, il y a une sauvagerie qui monte ; derrière les modérés, il n'y a qu'une civilisation qui meurt 1. » Les modérés sont ces gens qui, paralysés par la honte de ce qu'ils représentent malgré eux, s'empressent toujours de dénigrer les leurs et de faire l'éloge de leurs adversaires. Bonnard évoque les conseils de ces soi-disants défenseurs de l'ordre. « C'est là, dit-il, qu'il est établi que, dans les luttes de la politique, rien ne serait plus habile que de cacher son drapeau, s'il n'était plus savant encore de n'en pas avoir. Si l'un des membres du parti a montré quelque vigueur, c'est là qu'il est désavoué, réprouvé, exécuté par les autres ; ils ont pour le flétrir une gradation de blâmes qui ressemble à une échelle de peines : ils disent qu'il est maladroit s'il est permis d'exister ; ils disent : « Il nous compromet », s'il a déjà remporté quelque avantage, et on voit les Nestors de l'effacement, les Machiavels de l'abstention s'expliquer les uns aux autres que, lorsque cet imprudent a tout gâté, ils étaient juste au moment de toucher le prix de leur longue nullité 2. »

Bonnard préfère aux modérés les « réactionnaires », que ceux-ci rejettent avec horreur. « Pour les pensées et les sentiments, le réactionnaire vit dans une ruine, mais elle est à lui. Le modéré loge à l'auberge : il em-

1. A. Bonnard, *Les Modérés* (Grasset, 1936), p. 103.
2. *Ibid.*, p. 145.

prunte à n'importe qui des idées qu'il n'aura que pour un moment et il est plaisant d'observer que ces gens qui, jusqu'à ces derniers temps, ont été des hommes nantis, possédant hôtel, château ou villa, sont intellectuellement des vagabonds sans feu ni lieu. Leur grand argument contre le réactionnaire est de dire que, par l'isolement auquel il s'est réduit, il se condamne à n'agir en rien sur le temps présent. Croient-ils donc le modifier davantage en s'abandonnant à lui ? Quelle influence la fumée a-t-elle sur la direction du vent ? Quelle action le bâton flottant a-t-il sur le cours de la rivière ? En disant qu'il est de son temps, l'homme médiocre se vante et se trompe. Il est à son temps, et la place que son époque prend en lui mesure précisément le peu d'importance de sa personne 1. »

Il ne faudrait pas conclure de ces textes qu'Abel Bonnard épousait entièrement les idées de *L'Action Française.* S'il fut monarchiste de conviction, il ne le fut pas pour autant d'espérance. Faisant allusion à la réhabilitation des rois de France par certains historiens, il s'exprime en ces termes : « En voyant ces fantômes couronnés s'assembler en silence autour du pays qui a existé par eux, on craint parfois de trop bien entendre ce que le destin veut nous dire ; mais parfois aussi nous penchons à croire que c'est là le gage d'une continuité retrouvée ; alors l'espérance ouvre un instant son aile pleine d'arc-en-ciel 2. » Nous sommes tout de même loin des affirmations péremptoires de Daudet et de Maurras sur le prochain « retour du roi ».

C'est au temps de la Révolution nationale que Bonnard exprima ouvertement son désaccord avec *L'Action Française.* Il le fit dans une série d'articles publiée par *Je suis partout* intitulée *Les Réactionnaires,* et qui apparaissent comme les premiers éléments d'une suite aux *Modérés.* « Un réactionnaire, au plein sens du terme, écrit-il, c'est un homme qui reste fidèle aux vérités de la vie, dans un régime qui se constitue sur des principes opposés à elle. Ainsi Joseph de Maistre et Balzac, ainsi Taine, Fustel et Renan peuvent-ils être qualifiés de réactionnaires. » Mais les réactionnaires se sont montrés tellement soucieux de conserver les vérités

1. *Ibid.*, pp. 121-122.
2. *Ibid.*, p. 297.

qu'ils les ont desséchées ; ils ont tellement eu le souci de « résister à tout » qu'ils se sont figés dans une opposition stérile. « Pour être sûr qu'il ne se rendra pas à l'esprit du temps, le réactionnaire se sépare malgré lui de la vie du monde. Il ne ferme pas seulement sa porte, il bouche sa fenêtre. Ainsi le réactionnaire, c'est au commencement un homme qui dit non aux forces de mort. Cela peut être à la fin un homme qui dit non aux forces de vie. »

Cette attitude des réactionnaires devait devenir une facilité pour l'esprit. « Les réactionnaires savaient d'avance ce qu'ils auraient à penser, ce qui les amenait à penser de moins en moins ; on se flattait d'avoir toujours raison, sans jamais avoir à vérifier dans les choses cet avantage qu'on s'attribuait. » Le réalisme dont se vantaient les réactionnaires prenait ainsi un caractère purement théorique. Bonnard en voit un exemple particulièrement frappant dans l'attitude qu'ils ont adoptée en matière de politique étrangère : « Vouloir refaire la politique de Richelieu dans une Europe si changée que Richelieu, s'il revenait parmi nous, en eût fait une autre, c'était se mettre en opposition avec toutes les tendances du monde actuel. »

Les réactionnaires, figés dans leurs attitudes négatives, gardaient pourtant le culte de l'armée. « Mais, remarque Bonnard, l'amour de l'armée ne peut avoir tout son sens, il ne peut réjouir vraiment ceux qui l'éprouvent que si, au lieu d'isoler l'armée dans la nation, on la considère comme l'expression concentrée de toutes les vertus répandues dans la nation elle-même. » Il était chimérique d'espérer que l'armée pourrait garder seule des qualités dont le régime privait la nation. Bonnard fit un jour à un « réactionnaire » la remarque suivante : « De deux choses l'une : ou nos critiques sur l'affreuse action du régime sont justes, et alors notre organisation de guerre ne peut pas valoir ce que vous croyez ; ou cette organisation a l'admirable supériorité que vous lui attribuez, et le régime n'a pas fait le mal que nous avons dit, et nous devons convenir de notre erreur et de notre faute. » Bonnard ajoute que son interlocuteur « lui en voulut sans doute de lui avoir dit ce qu'il ne voulait pas s'avouer ».

Ainsi, Bonnard ne comptait pas plus sur l'esprit réactionnaire que sur celui des autres familles politiques

françaises. Une renaissance française ne lui apparaissait possible que si les meilleurs Français se dégageaient de leurs anciens préjugés pour former ensemble le noyau d'une élite nouvelle. Et c'est en cela que la pensée de l'aristocrate Bonnard rejoignait l'espérance de ceux des écrivains français qui revendiquaient la qualité de « fascistes ».

Paul SERANT.

Pierre de VILLEMAREST

Que s'est-il passé à Moscou ?

7 Mai 1960.

POUR saisir la portée intérieure, et les conséquences en matière de politique étrangère, des remaniements annoncés à Moscou durant la session du Soviet Suprême tenue début mai 1960, certaines données essentielles doivent n'être pas perdues de vue.

Tout d'abord, le « Pouvoir Réel » en U.R.S.S. n'est pas, n'a jamais été le Soviet Suprême, dont le Præsidium de 15 membres « coiffe » deux Chambres : celle de l'Union et celle des Nationalités qui, en dépit de la Constitution,, ne sont que des Chambres d'enregistrement. Ce Pouvoir n'est pas non plus détenu par le Comité Central, ni même par son Præsidium, depuis que Staline avait fait du Secrétariat, censé lui être subordonné, l'organe de direction du Parti et de l'Etat Soviétique.

Les nominations qui viennent d'avoir lieu, et qui se cristallisent sur la troïka Khrouchtchev-Kozlov-Kossyguine, s'éclairent donc en comparant les modifications survenues au sein du Secrétariat depuis la veille du dernier Congrès stalinien d'octobre 1952, et, d'année en année, jusqu'à ce mois de mai 1960. Pour éviter un tableau trop vaste, nous reproduisons ci-dessous cinq Secrétariats sur les 7 qui se sont succédé depuis septembre 1952, veille du 20e et dernier Congrès stalinien ! (Ordre hiérarch.) :

Septembre 1952	Octobre 1952	Mars 1953	Février 1956	Mai 1960
—	—	—	—	—
Staline (1922)	Staline			
Malenkov (1939)	Malenkov			
Souslov (1948)	*Khrouchtchev*	*Khrouchtchev*	*Khrouchtchev*	*Khrouchtchev*
Khrouchtchev (1949)	Souslov	*Souslov*	*Souslov*	Souslov
Ponomarenko (1949)	Ponomarenko	*P. Pospelov*	*Aristov*	*Kozlov*
Chkiriatov (1949)	*Mikhaïlov*	N. Chataline	*Pospelov*	*Brejnev*
	Brejnev	*S. Ignatiev*	*Beliaev*	Moukhitdinov
(Les dates sont celles d'entrée au Secrétariat)	*Aristov*		Chepilov	Kuusinen
	Ignatov			
	Pegov			

(Les noms en *italique* sont les appuis de l'intrigue de l'affaire des médecins).

Il apparaît tout de suite, surtout si l'on établit la même comparaison avec les compositions simultanées des « Præsidium », que le Secrétariat actuel ne compte plus que deux membres de la période d'avant 1952. A l'issue du 19e Congrès, Staline s'était entouré de 9 secrétaires dont 3 sont actuellement encore dans cet organe suprême. Deux ont été éliminés : Malenkov et Pegov. Mais pour les autres, tous sont actuellement situés à des postes-clés de l'appareil de direction de l'U.R.S.S., soit au sein du Parti, soit au sein du Gouvernement. Si le cas de Mikhaïlov, qui était jusqu'à présent Ministre de la Culture de l'U.R.S.S. mais dont on ne connaît pas la nouvelle affectation au moment où nous écrivons ces lignes, reste en suspens, il reste que Ponomarenko travaille dans l'appareil de l'Etat. Quant à Aristov, Ignatov et Brejnev, ils font partie, avec P. Pospelov, d'une équipe intimement liée, dont le rôle passé explique les positions présentes.

A L'ARRIERE-PLAN :
« *L'AFFAIRE DES MEDECINS* » :

La clef d'introduction, la plus repérable, c'est la mystérieuse « affaire des médecins » qui éclata le 13 janvier 1953. Un communiqué de l'agence Tass annonça sèchement, à l'aube de cette journée, que des « médecins terroristes », en majorité juifs, avaient attenté à la vie de Jdanov (bras droit de Staline en 1946-48), et tenté de « liquider médicalement » de nombreuses personnalités militaires et civiles de l'appareil du Parti, dans la période la plus récente. Etaient notamment cités les maréchaux Vassilevski, Govorov et Koniev, le général Chtemenko (chef de l'E.M. de l'Armée Rouge qui venait d'être limogé), l'amiral Levchenko, etc...

En réalité, cette « affaire » était « montée » par les membres d'une intrigue dont la route vers le Pouvoir était barrée par deux hommes : Malenkov que Staline considérait comme son dauphin, et qui d'ailleurs ne cachait guère ses ambitions, et Beria, dont la Police d'Etat formait effectivement un Etat dans l'Etat Soviétique puisqu'elle échappait au contrôle du Comité Central, et même des membres du Præsidium, pour ne dépendre que de Beria et Staline directement.

L'un des nœuds de l'intrigue était le Lieutenant-général *Poskrebychev,* secrétaire privé de Staline, son homme à tout faire depuis plus de 20 ans. Or, Poskrebychev était très lié, depuis 1920, avec *P. Pospelov,* théoricien le plus en vue auprès de Staline, auteur avec lui d'une brochure sur le tome XIII des Œuvres du Dictateur parue en fin 1951. Les deux hommes connaissaient l'intention de Staline de se débarrasser des « anciens » du Politburo, encore présents au Præsidium issu du 19ᵉ Congrès, mais de moins en moins dociles devant les colères et les obsessions du Géorgien, dont les facultés mentales déclinaient autant que ses envies d'épurations nouvelles s'accroissaient. Pour ce faire, Staline avait désigné 9 secrétaires qui avec lui siégeaient au sein du Præsidium du Comité Central, et avec leurs amis et protégés, faisaient de Vorochilov, Kaganovitch, Mikoyan, Molotov et deux ou trois autres sur 25 titulaires, une minorité sans pouvoirs.

Cette « jeune garde » avait pour tête de file, au Secrétariat, Malenkov et Khrouchtchev. Si Souslov et Mikhaïlov étaient incertains, si Malenkov pouvait compter sur Pegov, par contre *Khrouchtchev* comptait sur la troïka *Brejnev-Aristov-Ignatov.*

Les trois intéressés avaient avec lui pour tâche de sélectionner et diriger les cadres du Parti et leur travail à partir du Comité Central, et par là donc les Comités Centraux de toutes les Républiques, les cellules du Parti dans les administrations et entreprises de l'Etat, dans les Ministères, au sein de l'Armée Rouge, etc... Staline avait décidé que Malenkov ne s'occuperait plus que de la politique générale du P.C. soviétique et des P.C. étrangers, à ses côtés. De ce fait, Malenkov sentait lui échapper cet appareil du Parti, qu'il avait dominé depuis 1948, lorsqu'il avait évincé son rival Jdanov. Mais il comptait sur sa longue pratique du sérail, sur le fait qu'après vingt ans dans l'ombre de Staline, il avait su placer çà et là des hommes à lui.

« L'affaire des médecins » tentait de l'atteindre autant que Beria : l'évocation de la « disparition » de Jdanov (mort le 31 août 1948) et de la purge menée par Malenkov tout en imposant ses protégés à la place de ceux de Jdanov, tandis que Beria et ses adjoints de la Sécurité d'Etat y avaient participé, amorçait une mise

en accusation future des deux intéressés, selon le processus des réactions en chaîne de coutume en U.R.S.S.

Dès la mort de Staline cependant, Malenkov perd la direction officielle du Secrétariat, qui passe de fait entre les mains de Khrouchtchev. Mais les « anciens », revenus au Præsidium, tentent de rendre à celui-ci le rôle que tenait autrefois le Politburo, plaçant à sa tête Malenkov, pour équilibrer le pouvoir de Khrouchtchev au Secrétariat, et tandis que ce dernier n'obtient aucune place au Conseil des Ministres, désignent Malenkov comme Président du Conseil. Khrouchtchev n'est pas suffisamment puissant pour maintenir sa « troïka » au Secrétariat, mais y fait entrer le Ministre de l'Intérieur Ignatev, qui n'était que l'agent d'exécution des intrigues dont Pospelov faisait partie et qui lui-même rentre dans cet organe. Malenkov y place un homme : Chataline...

Toutes les modifications survenues ensuite, c'est-à-dire lorsque Beria est éliminé, lorsque Malenkov s'efface à la Présidence du Conseil devant Boulganine, lorsque Molotov-Kaganovitch-Malenkov et Chepilov, après la brève apparition du Maréchal Joukov au Præsidium — sont successivement écartés du Præsidium en 57-58, toutes les modifications survenues là comme au Secrétariat, reflètent fidèlement la lutte d'influence qui se déroule entre une « jeune garde » décidée à s'imposer et groupée derrière Khrouchtchev, et une « vieille garde » qui s'est vue abandonnée par l'astucieux Mikoyan, tandis que Vorochilov l'ancien combattant révolutionnaire, dont Staline avait voulu se débarrasser, préférait s'allier à Khrouchtchev, habile avec lui. De même Michel Souslov, en diverses occasions, a su prendre position à temps pour se maintenir dans l'équipe directrice.

PORTEE INTERIEURE DES MODIFICATIONS DU POUVOIR :

Contrairement à certaines interprétations, le second de Khrouchtchev désormais, c'est d'abord Kozlov. S'il n'appartenait pas au Secrétariat ni au Præsiduim de 1952-53, du moins tenait-il un rôle majeur au sein de la Fédération du Parti de Léningrad, au moment de « l'affaire des médecins ». Par ailleurs, c'est lui qui publia le premier article qui déclencha celle-ci et, avec

Nicolas Mikhaïlov (aujourd'hui remplacé au Ministère de la Culture par Ekaterina Fourtzeva) mena campagne ouvertement dès janvier 1953 contre « le manque de vigilance » des organes de sécurité d'Etat et du Parti. Kozlov n'est apparu au Præsidium comme suppléant qu'au Congrès de février 1956. Dès la fin 57 il était titulaire, et confirmé en 1958.

Aujourd'hui, il entre au Secrétariat pour y remplacer quatre sortants mutés ailleurs. Il sera l'œil de Khrouchtchev sur la situation intérieure soviétique, tandis que Souslov continue de s'occuper des P.C. étrangers, avec le vieux Kuusinen.

Nicolas Ignatov, réapparu au Præsidium en juin 1958, une fois écartés le maréchal Joukov et les « anti-partis », a l'habitude d'être l'œil du Parti sur la bureaucratie gouvernementale. Lié à Kozlov, maintenu au Præsidium tout en devenant vice-président du Conseil, il fera la liaison entre cet organe suprême du Parti et le tandem Khrouchtchev-Kossyguine.

Kossyguine, lui, est le seul rescapé du Politburo des 12 de la période 1948-1952, avec Vorochilov, Mikoyan, Khrouchtchev et Chvernik. Il est le seul rescapé du Conseil des Ministres d'alors (15 membres dont Staline) avec Mikoyan. Il est le troisième homme de la troïka dirigeante actuelle. Spécialiste des questions économiques, ayant la pratique de l'appareil gouvernemental, il complète parfaitement l'équipe, du côté ministériel, et c'est un de ses émules : V. Novikov, ex-vice-président de la République Fédérative Russe et ex-président de son Plan d'Etat, qui le remplace à la direction du Plan d'Etat pour l'U.R.S.S.

Mais *Aristov* et *Pospelov*, membres permanents de tous les Secrétariats depuis 1955, ne sont pas rétrogradés comme on l'a laissé entendre. Chargés de mission auprès du Comité Central de la République Fédérative Russe (R.S.F.S.R.) ils vont reprendre en main celle-ci, du point de vue encadrement, travail et idéologique. Or, avec plus de 115 millions d'habitants (soit 60 % de la population de l'U.R.S.S.) elle est aussi la plus importante de l'Union Soviétique par son étendue et par sa production industrielle et agricole. Des remous se manifestent depuis quelque temps, notamment parmi les soixante nationalités qui ont été « intégrées » par la majorité slave, de gré ou de force, depuis quarante

ans : Bouriates, Kirghizes, etc... On peut compter sur Aristov, expert en purges et liquidations, dont la dernière mission d'envergure eut lieu en Tchécoslovaquie, au moment des révoltes polonaises et hongroises, à la tête d'une mission spéciale de 12 commissaires politiques.

De même *Ekaterina Fourtzeva,* à la direction du Ministère de la Culture, saura mettre au pas radio, presse, comités d'écrivains, etc... à l'échelle de l'U.R.S.S. et de la politique décidée par Nikita Khrouchtchev.

Reste le cas de Kiritchenko et de Beliaev, protégés du successeur de Staline, éliminés, eux, des organes suprêmes. Le second a été tenu pour responsable des quelques — 30 % du bilan de la production agricole prévue l'an passé en Kazakhstan, dans les terres nouvelles où Khrouchtchev expédie des dizaines de milliers de jeunes communistes, et même d'officiers démobilisés, et de soldats utiles comme main-d'œuvre en un moment où il y a pénurie, puisque l'U.R.S.S. passe par la période des classes creuses résultant de la guerre 41-45.

Quant à Kiritchenko, depuis le congrès de février 1956 l'un des hommes de confiance officiel de Khrouchtchev, il paie de n'avoir pas su éviter, avec Beliaev, les sanglants combats des 3 et 4 octobre dernier. A l'époque, en effet, plusieurs milliers de membres des Jeunesses Communistes, partis comme volontaires en Kazakhstan, et révoltés des conditions de travail et d'habitat, du manque de nourriture, se sont emparés de stocks d'armes des milices territoriales, et durant deux jours se sont opposés aux divisions de Sécurité envoyées en hâte. Qui plus est, Kiritchenko, chargé jusqu'alors de surveiller pour le Præsidium et le Secrétariat, le travail de la Sécurité d'Etat (K.G.B.) n'a pas su faire en sorte que ces révoltes demeurent inconnues de l'Occident. Dans les deux cas : agricole et sécurité, l'opposition à la politique khrouchtchevienne, qui existe encore, trouvait là des prétextes contre le nouveau dictateur.

Nous n'avons pas parlé de Brejnev. Contrairement, là encore, aux commentaires de ceux qui se sont toujours trompés dans leurs pronostics depuis des années, dans la « grande presse », sa nomination à la Présidence du Præsidium du Soviet Suprême prend une importante signification politique. Et d'abord que comme Staline, Khrouchtchev a désormais des hommes à lui

à toutes les directions : Parti, Gouvernement, Etat. Il a placé à la tête des deux Chambres un policier de l'appareil du Parti qui a fait ses preuves auprès des armées durant la guerre, au sein de l'intrigue de 1952-53, et ensuite pour reprendre en main, durant onze mois, la Marine de Guerre de l'U.R.S.S., où l'opposition aux policiers du Régime s'est toujours manifestée plus qu'ailleurs, et où le « nationalisme » survit autant que dans les Républiques de l'U.R.S.S. où la « grande guerre nationale » (telle que la qualifia Staline lorsque la débâcle de 1941 risquait de renverser le Régime, fit appel aux sentiments « nationaux et patriotiques » et non à la fidélité communiste) a réveillé un esprit qui ne coïncide pas avec « l'internationalisme prolétarien ». Quoi qu'il en soit, Brejnev n'a rien à voir avec le vieux Vorochilov, et a bien d'autres compétences que n'en avait ce vieux révolutionnaire.

Premier au Præsidium, au Secrétariat et au Conseil des Ministres, Khrouchtchev a désormais la position qu'avait Staline, à la tête des trois organes du Pouvoir. C'est maintenant pour lui le moment d'éviter que la Roche Tarpéienne soit proche du Capitole... Pour cela il lui faut des succès extérieurs, s'il n'en trouve pas suffisamment à l'intérieur. Il lui faut une certaine tension justifiant ses mesures policières de Vladivostock à Prague et de Léningrad à Sofia, tout en annonçant une prétendue « libéralisation » d'un côté, et « l'ère coexistentialiste » de l'autre.

∴

Des pronostics immédiats ne sont pas possibles, étant donné l'équipe au pouvoir autour de lui. Tout ce que l'on peut souligner, c'est que tous sont des hommes absolument révolutionnaires. Et ceci dans le sens que la Révolution doit progresser si elle ne veut pas reculer, et que les générations soviétiques qui n'ont pas connu 1917, mais ont été élevées dans la terreur des purges successives, puis dans la guerre, puis dans de nouvelles épurations, ne sauraient vivre de Spoutniks et de mirifiques plans de 20 ans... Mais soulever le couvercle, c'est risquer de le faire sauter à jamais, donc de perdre le Pouvoir Suprême, et peut-être la vie... Et pourtant le statu quo ne peut continuer. Or, si l'équipe

au pouvoir est d'esprit « grand russe », elle n'en demeure pas moins constituée de spécialistes de la subversion. Non pas la seule action psychologique, mais celle-ci prolongée par des actions extrêmement violentes : guerres conventionnelles provoquées çà et là, comme en Corée en 1950, par pays interposés — là où la situation s'y prête — assassinats politiques (et la libération de l'assassin de Trotzky symbolise parfaitement ses moyens d'action) ; sabotages ailleurs ; appui inconditionnel à toutes les ambitions, afro-asiatiques ou d'Amérique Latine, pourvu qu'elles aboutissent à désagréger les liens de ces pays avec l'Occident.

Croire que l'on peut traiter avec Khrouchtchev comme avec un quelconque Edouard Depreux, et comme le croit, semble-t-il, le général de Gaulle, c'est courir à ces grossièretés spectaculaires du Président du Conseil Khrouchtchev ridiculisant le Gouvernement des Etats-Unis avec l'histoire de l'aviateur-espion. C'est converser autour du tapis vert avec un monsieur qui, pendant ce temps, pose sous la table une bombe qui explosera lorsqu'il aura pris le temps de partir. Khrouchtchev préfère que cette bombe explose là qu'en U.R.S.S. même... Il préférera toujours Tito et Mao Tsé Toung, et Fidel Castro et Nasser, à Eisenhower, Mac Millan ou de Gaulle. C'est ce qui justement le distingue, avec son équipe, de Staline. Il a derrière lui un état-major conscient des fautes tactiques du Géorgien, qui en menaçant, et en progressant trop vite et trop brutalement, a provoqué la naissance du Pacte Atlantique. Donc le Parti Communiste figé d'un Thorez va devoir s'effacer derrière la prétendue « gauche » qui voudra bien « l'unité d'action », et comme en Italie, lui proposera, lui donnera *sans conditions,* des voix aux élections. De même que la C.G.T. s'effacera derrière F.O., C.F.T.C. et autres. Derrière le Mouvement de la Paix. Et tous derrière tous ceux qui se recommandent du « socialisme », même s'il n'est pas celui de Moscou.

Et si cette tactique, en ce qui concerne l'Europe Occidentale, ne donnait pas de résultats, alors, l'échiquier renversé, Khrouchtchev sortira de nouveaux atouts, et l'on risque de voir que sa prétendue crainte de la Chine de Pékin s'efface devant les nécessités de survie de la « révolution ». Il compte sur les remous africains très prochains, sur divers coups de théâtre en Orient et dans

le sud-est asiatique, pour gagner du temps. Il compte surtout sur la lassitude, la veulerie, et les petits-bourgeois de la Byzance occidentale, pour gagner sans coup férir. Dans un an. Dans cinq ans. Dans dix ans. Le temps ne compte pas pour le Kremlin, où la politique ne se fait pas à la petite semaine.

C'est dès la mort de Staline qu'il fallait parler avec Moscou où les héritiers, durant plusieurs semaines, étaient paralysés les uns les autres. Aujourd'hui, il se fait tard. A moins que l'on veuille bien se souvenir que la guerre subversive n'est pas née à Dien Bien Phu ni en Algérie, mais qu'elle accroit ses moyens et sa technique, depuis plusieurs décades, tandis que les trompettes de Jéricho camouflent de leur bruit les travaux de sape de ceux que l'on ne veut à aucun prix entendre, ici, au cœur de la citadelle. Quotidiennement. Chez nous.

Pierre de VILLEMAREST.

———

Pierre HOFSTETTER.

L'Amérique et l'aide aux Soviets

La grande avenue connue sous le nom de « boulevard » par les habitants de Yalta, où se tint la sinistre conférence de février 1945, vient d'être rebaptisée « rue Franklin D. Roosevelt ». Pour « immortaliser » le rôle joué par ce président dans le développement de « relations amicales » entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis. Dans un récent livre paru à Chicago, « Roosevelt's Road to Russia », George N. Crocker a admirablement mis en lumière la longue et tortueuse carrière de l'homme qui permit aux Soviets de remporter leurs plus éclatantes victoires, cette carrière dont l'aboutissement fut Yalta, « l'odieux sommet », où, en grand secret, et sous la protection de la police secrète de Beria, Roosevelt, Staline et Churchill signèrent des accords, dépecèrent la Pologne et l'Allemagne, réglèrent le sort de l'Asie et décidèrent de l'avenir du monde entre deux « toasts » à l'éternelle alliance, au palais Yusupof.

Roosevelt a été le plus puissant allié que l'U.R.S.S. ait jamais eu en Occident. Khrouchtchev le sait bien, qui se rendit en pélerinage sur sa tombe à Hyde Park, dans l'Etat de New-York, lors de sa tournée américaine de septembre 1959. C'est lui qui le 16 novembre 1933, établit des relations diplomatiques entre Washington et Moscou, mettant fin à seize ans de refus américain de reconnaître le régime bolcheviste. Ce geste eut pour effet

de conférer à ce dernier un caractère d'honorabilité qu'il ne possédait pas jusqu'alors. Soumis aux influences combinées de sa femme, une ambitieuse dont les idées de gauche n'ont jamais fait mystère pour personne, et du « Brain's trust » new dealiste, Roosevelt poursuivit une politique étrangère discutée qui trouva sa conclusion à Pearl Harbour et dans la collusion avec les Soviets contre l'Axe. Cette politique fut anti-anticommuniste et anticolonialiste. Nous en avons les résultats sous les yeux.

Ni Wilson, ni Harding, ni Coolidge, ni Hoover n'avaient voulu reconnaître diplomatiquement l'U.R.S.S. Certes, Woodrow Wilson, démocrate naïf, du cerveau malade duquel jaillit la S. d .N., avait attendu l'écroulement des Tsars pour entraîner son pays dans la guerre. En 1917, sous sa présidence, les Etats-Unis prêtèrent également 187 millions de dollars au gouvernement révolutionnaire de Russie. En exil à New-York, Trotsky reçut de puissants appuis bancaires à l'aube de la révolution, tout comme Gorky, future idole du régime communiste et futur vice-président du Soviet de Leningrad, avait bénéficié de fonds mis à sa disposition par des affairistes internationaux pour la publication de périodiques hostiles aux Romanoff. Wilson laissa faire, et il laissa également Jacob Schiff, du trust bancaire Kuhn, Lœb and Co, engloutir quelque vingt millions de dollars dans la préparation et l'accomplissement de la révolution rouge. Au surplus, entre 1921 et 1924, années de la grande famine en Russie, les U.S.A. sous Harding investirent d'autres millions de dollars chez les Soviets (vingt millions en 1921) et, croyant sauver des millions de Russes de la mort. sauvèrent seulement le régime soviétique d'un effondrement dantesque. A la fin de la présidence Coolidge, et alors que commençait celle de Hoover, l'Amérique envoya des centaines de techniciens en Russie pour y développer les méthodes de production industrielle.

Les Juifs de Russie réfugiés aux U.S.A. avaient déclenché des campagnes contre leur pays d'origine, et plus particulièrement contre le régime tsariste : d'où l'aide à Trotsky (Bronstein) et à d'autres, d'où aussi les « générosités » d'un Schiff pour les bolchevistes. Mais ce n'est pas tout. Pendant la dernière phase de son règne, Nicolas II fut soumis à un ostracisme économico-commercial rigoureux parce qu'il tenait à conserver son autonomie financière menacée par les banques internationales de Francfort, Amsterdam, Paris, Londres et New-York. On ne saurait par ailleurs oublier ou négliger l'affaire du wagon plombé de Lénine. Tous les Occidentaux portent une responsabilité dans la révolution russe. Cependant, à notre avis, l'appui financier, décisif en l'occurence, est venu d'Amérique. Et quand on parla d'établir un « cordon sanitaire », d'isoler la menace montante à l'Est dont on s'apercevait alors, ce furent les U.S.A., à plusieurs reprises, qui sauvèrent Staline de la catastrophe. Et puis, y il eut Roosevelt. Pendant la guerre, lorsqu'il fallait laisser le IIIe Reich anéantir la menace soviétique internationale, le très rooseveltien Harry Hopkins déclarait à l'adresse de Staline et de ses ouailles, en juin 1942, au cours d'un rallye en faveur de l'aide à la Russie à Madison square garden : « Nous sommes déterminés à supprimer tout ce qui nous empêcherait de partager avec vous tout ce que nous avons ». L'aide américaine à l'U.R.S.S., pendant la guerre, s'éleva à onze milliards de dollars.

Dans la revue « The Cross and the Flag », Gerald K. L. Smith rapporte un fait révélateur. Lorsque Khrouchtchev, en tournée aux U.S.A., se rendit à la réception offerte en son honneur par l'ambassade soviétique de Washington, il consacra davantage de temps à Bernard Baruch, le financier bien connu, qu'à toute autre personnalité présente. Alors, l'ambassadeur Gromyko expliqua : « M. Baruch est l'Américain le plus

aimé en U.R.S.S. » Smith, à ce sujet, note : « les contacts machiavéliques qu'a eus Baruch avec la Russie depuis qu'elle devint communiste forment un des grands mystères de l'histoire moderne. Peut-être l'histoire enregistrera-t-elle un jour que Baruch a été à la fois le conseiller des dictateurs communistes et celui des présidents américains, en même temps que le protecteur d'hommes tels que Winston Churchill et George Marshall. On a parfois appelé Baruch le roi des Juifs ».

Si l'on admet, avec W. S. Gilbert, que « les choses sont rarement ce qu'elles paraissent », il est permis de penser que l'éditorialiste de « Cross and the Flag » n'est pas aussi loin qu'il semble de la réalité. On ne peut, certes, schématiser, simplifier, et conclure froidement que New-York, métropole de la finance mondiale, et Moscou, capitale du communisme international, ont partie liée, mais il est évident que les liens entre les deux sont plus étroits qu'on ne pense. Emmanuel Josephson, dans « Rockefeller, the man who misrules the world », a fait écho à l'existence secrète, et par conséquent difficile à vérifier, d'accords entre Rockefeller, roi du pétrole, et les Soviets. Nous savons par l' « American Mercury » que les Rockefeller sont plus ou moins contrôlés par les Rothschilds, ou à tout le moins qu'ils ont de nombreux intérêts communs. Quant à Nelson Rockefeller, actuel gouverneur de New-York, Républicain par opportunisme puisqu'il servit sous Roosevelt et Truman, c'est un homme de gauche ; sa femme a été membre du parti socialiste du puissant leader syndicaliste David Dubinsky, d'orine israélo-russe, pour le compte de qui travaille en Afrique l'agitateur bien connu Irving Brown.

S'adressant à un groupe de députés australiens, il y a quelques semaines, à Canberra, le journaliste anglais A. K. Chesterton leur a dit que, « depuis de nombreuses années la politique américaine est anti-britannique et pro-russe ». Est-ce vraiment exagéré ? La politique roosevel-

tienne a abouti à l'effondrement de l'empire britannique, qui était une garantie de paix dans le monde. Cet effondrement a amené la menace des peuples de couleur et du panarabisme. L'O.N.U., création de Roosevelt (son « conseiller » Alger Hiss en conçut la charte en collaboration avec le sioniste d'origine russe Pasvolsky), a systématiquement lutté contre, d'abord l'hégémonie anglaise sur le monde, ensuite la civilisation européenne. Sous Eisenhower, les choses ne se déroulent pas différemment. A l'O.N.U., Cabot Lodge, ambassadeur d'Eisenhower, vota avec le bloc soviétique contre Londres et Paris lors de l'affaire d'Egypte. D'autre part, dans la « National Review », James Burnham a pu écrire (28-2-59) : « L'Union soviétique a manœuvré les U.S.A. dans un front commun qui a pour objectif la destruction d'une force anticommuniste majeure. Cette affirmation peut sembler folle, mais elle est vraie. C'est la signification politique de la décision de Washington d'envoyer des armes au gouvernement SœKarno ».

Encore une fois, on ne saurait juger globalement. Pourtant, il faut bien constater : que sous Roosevelt, Truman et Eisenhower, l'Europe n'a fait que régresser dans le monde, alors que l'U.R.S.S. s'est formidablement étendue, que les indépendances nationales des pays d'Europe ne sont plus dans l'ensemble que des mythes (Paris est-il vraiment libre d'agir à sa guise ? Et Bonn ? et Londres ?) et que l'O.N.U. est une forme de gouvernement mondial qu'on cherche à nous imposer par tous les moyens. Personne ne peut sérieusement croire à l'O.T.A.N., parfaitement incapable de défendre militairement notre continent. Et, depuis les cabales contre Forrestal, contre Mac Arthur et contre Mc Carthy, l'anticommunisme de Washington est ouvertement suspect. Bref, consciemment ou non, l'Amérique aide les Soviets. Notons d'ailleurs que depuis la mort de Dulles, depuis le retour de Bohlen, l'administration Eisenhower a fait un

grand pas vers un nouvel accomodement avec Moscou. « K » est allé en Amérique, et ce voyage constitua une victoire politique incontestable pour lui. Des accords « culturels » ont été signés. Et Eisenhower a accepté de participer à un nouveau « sommet », malgré le fâcheux précédent de Genève (1955) et les désastres de Yalta, Potsdam et Téhéran.

***

Dans une lettre écrite le 13 juillet 1567 par le roi de Pologne Sigismond-Auguste à la reine d'Angleterre, on lisait : « Plus la puissance de Moscou s'accroît, plus elle devient menaçante, non seulement pour nous mais pour toute la chrétienté... » Aujourd'hui, par suite des soutiens extérieurs et notamment américains dont les communistes ont bénéficié, la Pologne, écartelée, se trouve sous le joug russe. Les Soviets encerclent Berlin et ils sont solidement installés à Prague. Quant à la reine d'Angleterre, elle a reçu Khrouchtchev chez elle, au printemps 1956. En 1931, alors qu'il était président du comité exécutif du Komintern, Manuilsky prophétisait : « Par leur bêtise, les capitalistes décadents ne seront que trop prêts à contribuer à leur propre anéantissement. Ils chercheront à nous imposer leur amitié et nous n'aurons aucune peine à leur faire toucher des épaules quand leur vigilance se sera relâchée ». C'est ainsi que quand Anastase Mikoyan, trafiquant roublard et « cerveau » satanique du piège dans lequel tombèrent en novembre 1956 Imre Nagy et Pal Maleter, massacrés depuis, quand Mikoyan vint à New-York (janvier 1959), il fut reçu à dîner par les directeurs de la First National City Bank. Et c'est ainsi qu'un multi-millionnaire de Cleveland, Cyrus Eaton, est l'un des plus ardents promoteurs du commerce avec les Soviets, bien que ces derniers n'aient strictement rien à vendre qui puisse intéresser l'Amérique.

Devant le Bond Club de Chicago, il y a trois ou quatre mois, le Dr Nicholas Nyaradi affirma : « Après tout ce que j'ai vu et entendu récemment, je peux vous dire en toute responsabilité que la Russie aujourd'hui est à la banqueroute. Sa banqueroute est économique mais aussi, surtout, idéologique ». La revue « American Opinion », qui relève ce propos écrit : « Notre gouvernement sauvera sans doute les Soviets de l'effondrement financier, comme il le fit déjà à d'autres occasions ». Le Dr Nyaradi n'est pas le seul à penser ainsi. Le professeur G. Warren Nutter, de l'Université de Virginie, qui étudie depuis longtemps les questions soviétiques, a exprimé ce jugement formel : « L'essor économique de la Russie sous les communistes ces quarante dernières années a été moins rapide que durant les quarante dernières années du régime tsariste ». D'où la nécessité actuelle de la co-existence. Celle-ci, en endormant les vigilances, fournira l'occasion aux Soviets d'éviter la déroute. En son nom, l'Amérqiue aidera l'U.R.S.S. à se sortir de difficulté !

Pierre HOFSTETTER.

Guy MOUGENOT

L'ECHEC DE LA DECENTRALISATION ÉCONOMIQUE

DEPUIS une vingtaine d'années l'expansion parisienne n'est plus considérée comme un bienfait. On aurait même tendance à la prendre pour une monstruosité...

En trois-quarts de siècles, la France s'est accrue de cinq millions d'âmes. Cet excédent de population a été entièrement absorbé par l'agglomération parisienne. La province française semble ainsi vouée au dépérissement ou à la stagnation.

Ces constatations élémentaires ont longtemps échappé à nos contemporains. Il fallut attendre le régime de Vichy pour que les cercles gouvernementaux en prissent conscience. Les premiers plans de décentralisation datent de 1942, dus pour une grande part à Jean-François Gravier, chargé aujourd'hui d'orienter l'aménagement du territoire et connu du grand public pour son remarquable ouvrage : « Paris et le désert français ». Surmontant leur répugnance, nos républiques d'après guerre n'ont pu mieux faire que suivre la voie déjà tracée par Vichy.

La décentralisation est réellement en chantier depuis dix ans. Un imposant arsenal législatif a été mis en place, des monceaux de paperasses se sont accumulés au Commissariat au Plan. Les « Journées d'Information » ont succédé aux banquets et aux congrès. La grande

presse a alerté l'opinion. Tout laissait prévoir une réussite, au moins partielle.

Il n'en a rien été. Les flots d'encre et de salive n'ont pas maîtrisé l'expansion parisienne. Bien au contraire. Jamais le rythme d'accroissement démographique des départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne n'a été si puissant que depuis les appels en faveur d'un retour en province.

La population de la Seine est évaluée actuellement à 5 800 000 habitants. Avec la Seine-et-Oise et la Seine-et-Marne, elle groupe près de 8 600 000 âmes. En 1954 les trois départements comptaient 7 300 000 habitants. Le « Grand Paris » s'est donc accru de 1 300 000 personnes en 6 ans.. On peut même observer que le rythme d'augmentation s'accélère. Il dépasse 300 000 par an. Cet accroissement considérable doit peu de chose à la fécondité naturelle des Parisiennes. Il est la conséquence d'une immigration massive de Limousins, de Bretons, d'Auvergnats et de Nord-Africains.

Les activistes de la décentralisation, on le conçoit, sentent passer le vent du découragement. Ils se demandent si leur projet n'est pas un mythe, au même titre que la « réforme administrative » ou la solution de la crise du logement... Ils espéraient renverser brutalement une tendance constante depuis plus d'un siècle et demi. Ils commencent à entrevoir que leur problème n'est pas à la mesure de nos démocraties parlementaires ou dirigées. On imagine mal M. Michel Debré donnant des coups de pieds dans la fourmilière parisienne...

C'est toute la conception politique de l'Etat qui serait à réviser.

« Les dirigeants politiques de la France ont toujours craint, consciemment ou inconsciemment un démembrement territorial de l'Etat. La menace que représenta, en 1793, la sécession fédéraliste, par delà la politique jacobine, accusa profondément nos structures adminis-

tratives. Aux centres d'intérêt naturels autour desquels pouvait se développer une vie locale, donc une opposition, voire un risque d'autonomie, l'Etat substitua des centres d'intérêt artificiels, ne pouvant se maintenir qu'avec son appui, c'est-à-dire sous son contrôle. » (Edgard Pisani).

UNE TETE SANS CORPS

« L'Etat d'un côté, la commune de l'autre, écrivait le journaliste Foncin dans la « Revue de Paris », en 1898, c'est la montagne et le grain de sable, l'histoire du pot de terre contre le pot de fer. Considérer la carte politique de la France : l'immense toile d'araignée aux 36 000 fils est un admirable tissu fait pour le despotisme. L'araignée est au centre, et de ce centre souverain, elle tient en respect les 36 000 communes prises comme des moucherons dans la glu gouvernementale... » Aucune activité politique ou économique d'importance ne peut être exercée sans un quelconque recours à un service parisien. L'agglomération parisienne constitue un goulot par lequel doit passer tout ce qui se crée et tout ce qui progresse. « Qu'il s'agisse de recevoir la manne des subventions budgétaires, de se garantir contre les excès d'une fiscalité dévorante ou de conclure de fructueux marchés avec les administrations publiques, les entreprises privées dès qu'elles revêtent une certaine importance doivent se mettre en position de bénéficier des complaisances ou d'éluder les rigueurs des pouvoirs publics, écrivait récemment M. André Michel dans « Contacts franco-italiens ». Il leur faut être en état d'intriguer dans les couloirs parlementaires, d'intervenir dans les Ministères, de se ménager des intelligences dans les services où se préparent les décisions en matière économique et financière. C'est pour ces raisons que toute affaire de quelque envergure se trouve dans l'obligation, sinon d'avoir son siège social à Paris, du moins d'y éta-

blir un bureau ou une agence capable de se ménager d'utiles concours et de centraliser les influences hostiles. »

On s'explique pourquoi plus de la moitié des sociétés ont leur siège social à Paris. Près des deux tiers de l'impôt sur les sociétés sont collectés à Paris.

Selon l'Institut national de la Statistique, on trouve à Paris 83 % des journaux et périodiques, 77 % des industries optiques, 67 % de la construction automobile, 60 % de la construction aéronautique, 55 % de l'appareillage électrique, 44 % de l'industrie chimique.

L'agglomération parisienne abrite 71 % des employés d'assurance, 66 % des « hommes de lettres » (ou présumés tels), 61 % des « artistes », 51 % des salariés de la Banque et de la Bourse, 42 % des étudiants, 28 % des salariés du commerce, 27 % des fonctionnaires de l'Etat et des collectivités publiques, 26 % du personnel médical et hospitalier, 24 % des salariés de l'industrie.

PARIS, CITE INHUMAINE

Aux yeux de l'urbanisme moderne, l'organisation de la vie à Paris est un véritable défi au bon sens. La densité démographique dépasse 280 habitants à l'hectare (contre 16 à Rome et 38 à Berlin). Par voie de conséquence, les espaces verts parisiens sont particulièrement exigus : 1,4 mètre carré par habitant contre 8 à Londres et 9 à Rome.

L'implantation géographique de la population parisienne n'a aucun caractère fonctionnel. Deux millions de personnes travaillent hors de l'arrondissement ou de la commune de leur résidence, et s'entassent dans les transports en commun aux heures de pointe. Beaucoup empruntent successivement le train, l'autobus et le métro pour se rendre à leur travail. Plusieurs centaines de

milliers de personnes passent ainsi de deux à trois heures par jour dans les transports.

Des « communes-dortoirs », telles que Moret perdent, pendant la journée jusqu'à 85 % de leur population active (Athis-Mons : 79 % ; Ablon : 77 % ; Chelles, 70 %, etc), les transports de banlieue ont plus que doublé depuis l'avant-guerre, intéressant environ un demi-million de travailleurs.

Une enquête publiée par un quotidien du matin, d'après les études de la R.A.T.P. nous a présenté l'emploi du temps d'un ouvrier embauché à Gennevilliers et résidant à Chatenay-Malabry : « lever à 5 h 30 ». Une demie heure consacrée à la toilette et au café matinal. Cinq minutes de marche à pied pour atteindre l'arrêt de l'autobus 195 qui, en vingt minutes, dépose notre homme à la Porte d'Orléans. Trente minutes de métro pour attraper de justesse à la gare du Nord, le train qui dessert la station « Grésillons » d'où il faut encore à cet ouvrier cinq minutes de marche avant de pointer à l'entrée des ateliers. Présence à l'usine de 7 h 30 à 17 heures, y compris l'heure du repas pris à la cantine ou à la gamelle. Une heure et demie pour le retour et bien souvent davantage à cause des attentes prolongées aux stations de métro et aux arrêts d'autobus. En fin de compte, ce travailleur dispose de onze heures de présence chez lui, d'où il convient de défalquer une heure consacrée au repas du soir et huit de sommeil. Ne restent donc à notre anonyme que deux heures environ sur vingt-quatre pour vivre sa vie privée, vraisemblablement encombrée de soucis d'argent, de préoccupations familiales ou de problèmes sentimentaux... ». Des milliers d'heures sont ainsi perdues chaque jour dans les transports parisiens sans profit pour personne (si ce n'est, bien entendu, pour la R.A.T.P., à laquelle les Parisiens versent plus de 500 millions de NF par an).

Notons au surplus que les conditions de l'habitat dans la région parisienne ne sont pas toujours très brillantes. Dans les trois départements de la Seine, Seine-et-Oise et Seine-et-Marne, on a constaté que 16 % des appartements n'ont pas de w.-c., 20 % n'ont pas l'eau et 60 % ne comportent qu'une ou deux pièces. Près d'un tiers des familles vivent dans un état qualifié de « surpeuplement critique » (plus de deux personnes par pièce).

LA DERNIERE CHANCE DES ECONOMIES REGIONALES

Le contraste avec les régions dépeuplées de l'Ouest, du Centre et du Midi est naturellement dramatique. Le cœur se serre si l'on songe au destin des zones en régression : les vallées des Vosges et des Cévennes, la forêt landaise, la zone de monoculture viticole du Languedoc, les petits bassins houillers du Centre et du Midi...

On ne peut s'empêcher d'observer que la décentralisation de ces « zones critiques » a été un échec total. Depuis dix ans, moins de 400 entreprises, se sont évadées de la région parisienne. Dans leur immense majorité, elles n'ont pas voulu s'éloigner à plus de 200 km de Paris. Ce mouvement n'a d'ailleurs affecté que quelques dizaines de milliers de travailleurs, chiffre insignifiant si on le compare au million de provinciaux venus s'établir autour de Paris depuis quatre ans.

Rien ne semble pouvoir rompre l'envoutement parisien.

Il n'existe qu'un espoir : la mise en œuvre effective du Marché commun européen. La suppression des frontières économiques en Europe va permettre de créer un ensemble économique nouveau qui comprendra le Nord et l'Est de la France, le Luxembourg, une partie de la Belgique et le complexe industriel rhéno-westphalien. Ce gigantesque combinat économique va modifier le rapport des

forces en présence. Ce nouveau pôle d'attraction a toutes les chances de s'affirmer plus puissant que le pôle parisien.

Cette perspective est peut être plus proche qu'on ne l'imagine communément. De gré ou de force la structure économique de la France, fondée sur une centralisation archaïque va devoir être remodelée. Le Marché commun sera un espace économique « à métropoles multiples », par opposition à notre espace économique actuel « à métropole unique ».

Et là se trouve sans doute la chance des économies régionales. La rupture de l'emprise parisienne peut donner vie à des initiatives locales et à des mouvements d'autonomie impensables jusqu'alors. L'implantation industrielle est plus mobile qu'elle ne l'a jamais été, l'énergie atomique, l'électricité, le gaz, le pétrole permettent une décentralisation industrielle qui était impossible à l'ère du charbon. L'unité européenne pourra devenir un ensemble harmonieux d'économies régionales nouvelles.

C'est la seule chance offerte à la décentralisation pour sortir de l'impasse...

Guy MOUGENOT.

F.-H. LEM

Existe-t-il un art de l'informel ? (2)

REPRÉSENTATION ET LANGAGE

L'œuvre d'art implique une représentation. Les tenants de l'art informel ne répudient pas cette nécessité mais ils l'esquivent. S'agissant d'un tableau ils ont trouvé cette formule : « Une peinture ne représente qu'elle-même ». Hélas ! les critiques d'art ne sont pas logiciens ou s'ils le sont ils ne le sont qu'en apparence et prennent un sophisme pour un raisonnement. Affirmer que la peinture ne représente qu'elle-même est un simple paralogisme. Car c'est nier la distinction du sujet et de l'objet. Une peinture n'est rien en soi, elle ne vaut que par ce qu'elle signifie et elle ne peut signifier rien d'autre que ce qu'elle prétend représenter, quand je dis « elle », je m'entends. Il s'agit d'une figure de langage et quand on dit « peinture » il faut entendre « le peintre », la peinture n'étant que le moyen. La seule confusion admissible serait celle du moyen et de l'objet. Mais cette confusion elle-même n'est pas possible, pas plus qu'il n'est possible de donner dans le langage verbal une réalité au terme, le terme étant le signe et le concept la chose signifiée.

S'agissant du langage plastique il ne saurait en être autrement. Un dessin, une tache de couleur n'ont de signification que par ce qu'ils représentent. Si même ce dessin et cette tache de couleur ne se réfèrent à aucun objet connu, à aucune particularité du monde sensible, ils ne peuvent, négligeant les perceptions, les réminiscences qui fondent notre univers mental — faut-

(2) Lire dans le précédent numéro de « Défense de l'Occident », notre premier article « Les acheminements ».

il rappeler l'adage : « il n'est rien dans l'esprit qui n'ait été dans le sens » — ils ne peuvent exclure le monde extérieur, seul objet de notre expérience. Si même le peintre n'entend rien représenter d'objectif, il doit encore en dépit de lui-même représenter quelque chose, ne serait-ce que cette notion de forme imaginée, cette tache de couleur sans référence immédiate mais qui a quand même une référence nécessaire au monde sensible d'où elle est tirée, par un effort d'abstraction, qu'aucun peintre, fut-il le plus formel, le plus traditionnel, le plus réaliste au sens commun du terme, n'esquiva jamais. Le problème de la représentation dans les cas les plus extrêmes n'est donc jamais exclu, il est simplement déplacé.

Dans le langage verbal il n'en est pas autrement. Entre le vocabulaire de l'homme de la rue et celui du métaphysicien il n'y a pas de différence de nature mais seulement de niveau, le premier parle un langage concret, se référant à des notions communes tirées de l'expérience quotidienne des êtres et des choses, le second, s'élevant à un plan supérieur, celui des idées, s'attache à des notions plus ou moins abstraites s'appliquant à l'essence des êtres et des choses et a recours le plus souvent à un langage métaphorique qui diffère par le contenu mais non par le contenant. Ce sont les mêmes signes avec d'autres significations. Le langage du narrateur qui ne fait que reprendre en l'épurant le vocabulaire de l'homme de la rue est une technique verbale visant à la représentation des êtres et des choses dans leur rapport habituel et contingent. Celle du philosophe est une technique verbale visant à l'expression des idées, ce qui n'exclue ni la communauté du vocabulaire, ni la communauté des données sensibles qui sont le support des idées.

Dans le langage pictural il en va de même et l'art graphique comme celui du langage verbal a ses degrés. Il y a le signe littéral, qui n'exprime que l'objet. Il y a le signe métaphorique qui implique une analogie et enrichit la forme d'une signification seconde. Il y a enfin la catachrèse qui dépassant la signification stricte de l'objet lui attribue par une association d'images étrangères à son essence propre une signification poétique qui élargit et transpose son sens originel. Aucun des peintres de la tradition, pour peu qu'il fût un véri-

table artiste, n'a failli à cette poétique. Les œuvres apparemment les plus figuratives sont quelquefois les plus chargées de sens. Elles comportent dans le dessin, la composition et la couleur des valeurs d'analogie multiples qui enrichissent singulièrement leur signification purement formelle. Je ne veux en prendre pour exemple qu'une œuvre tout à fait classique, un des quatre merveilleux paysages animés que Poussin peignit pour le Duc de Richelieu et qui de la collection ducale passèrent dans celle du roi. Ils sont aujourd'hui l'honneur de notre Louvre et probablement quatre des plus beaux fleurons de sa couronne.

Il s'agit des *Quatre Saisons*. Pour notre démonstration nous ne retiendrons que celui de *l'Eté*. Etonnante composition qui représente à la fois par son sujet et les divers éléments qui la composent : la saison royale, celle où éclate la splendeur de la Nature dans sa plénitude ; le geste de la moisson dans une participation intime de l'homme et des animaux qu'il a domestiqués; le touchant épisode biblique de Ruth et Booz ; enfin, par ses cadences, par ses rythmes linéaires et plastiques, ses harmonies colorées, ce tableau est un magnifique morceau de peinture, qui abonde en détails savoureux procurant à l'amateur d'art cette « *délectation* » dont Poussin disait lui-même « *qu'elle était la fin de la Peinture* ».

Tout dans cette œuvre, que rien ne distingue apparemment d'un morceau de peinture académique et conventionnelle, au moins quant à ses éléments morphologiques, tout dans cette œuvre est transposé, le dessin comme la couleur. Le langage littéral y est devenu poétique et il paraît difficile en utilisant d'autres moyens tirés d'une esthétique et d'une technique différentes d'aboutir sur le plan de la réussite artistique à une œuvre d'une portée et d'une richesse supérieures. On ne saurait cependant trouver une œuvre qui par ses références iconographiques soit plus traditionnelle que cette œuvre magistrale, fruit de la maturité du peintre, qui fut sans doute l'artiste le plus original et le plus complet de toute l'Ecole française, dont l'œuvre est loin d'avoir épuisé l'exégèse des historiens de la Peinture.

Il n'est cependant rien dans un tel tableau qui échappe à l'analyse morphologique la plus lucide et la plus stricte. C'est avec les mots de tout le monde

que l'artiste s'y exprime, mais par son génie, la liberté de son écriture jointe à la concentration de la pensée il a su réaliser une synthèse dont l'aboutissement dépasse infiniment la signification littérale des éléments constitutifs. C'est ainsi que Racine composait Phèdre, c'est ainsi que Mallarmé écrivit Hérodiade. L'Eté, c'est cela, une grande image dont la signification littérale n'échappe à personne. C'est cela et ce n'est pas cela, car c'est aussi un merveilleux poème plastique dont la signification ne peut être appréhendée que par un spectateur initié, qui doit avoir pour l'apprécier pleinement autant de talent que l'artiste qui l'a conçu et exécuté.

Le tableau de Poussin, comme le poème de Mallarmé, est chargé d'allégories poétiques. Il a les mêmes acheminements, ceux de l'abstraction. Et pour cela il n'a eu ni à bouleverser, ni à transgresser les lois du langage, il a su simplement s'en servir. Un tel exemple choisi parmi bien d'autres peut servir de thème de réflexion. Pourquoi donc vouloir transgresser le formel, dont les limites sont extensibles à l'infini et de cela la Nature elle-même nous administre la plus constante et la plus éclatante leçon, variant sans cesse dans les individus la figure des prototypes qui se rapportent à l'espèce ? L'Univers d'ailleurs est un tout dont chaque partie constitutive en perpétuelle mutation se rapporte étroitement à l'ensemble, dans cette étonnante et merveilleuse analogie qui fait de chaque fragment, de l'atome à la galaxie, la préfiguration des systèmes qui vont se superposant en des complexes de plus en plus vastes.

Les artistes modernes ont pris conscience d'une certaine structure physique de la lumière et de la matière qui s'ordonne selon des lois que nous connaissons probablement encore assez mal et qui ont depuis longtemps fait l'objet d'une connaissance empirique, voire intuitive, qui servait de base à la technique picturale des maîtres du passé. Le risque de la connaissance lorsqu'elle prend un caractère prétendu scientifique est de faire la part trop belle aux spéculations de l'esprit, au détriment de la sensibilité. Jamais à aucune époque la littérature critique n'a pris l'importance qu'elle a aujourd'hui. On peut même dire que cette littérature était totalement inconnue aux grandes époques d'art traditionnel, fondé sur l'enseignement magistral et la connaissance approfondie de la technique. Les huma-

nistes de la Renaissance dissertaient à la manière platonicienne sur des problèmes « *d'esthétique* » pure, bien que le terme même soit une invention des philosophes hégéliens adoptant un mot tiré du vocabulaire des anciens grecs, qui avaient aussi spéculé sur la beauté sans prétendre ériger leurs connaissances en doctrine.

Les propos sur l'esthétique appliquée sont plus récents, ils ne remontent guère au-delà du XVIII[e] siècle et ils sont devenus de nos jours « la tarte à la crème » de tous les essaystes en mal de spéculation sur les beaux-arts. Les artistes eux-mêmes, particulièrement les peintres, sont passés de la palette à l'écritoire, sans que cela aie contribué à l'originalité de leurs créations, si tant est que cela ait apporté quelque lumière sur leur signification.

Comme il est plus facile, apparemment du moins, d'aligner les mots par amplification et le plus souvent par divagation on a vu fleurir en marge de la peinture toute une littérature parasite qui envahit aujourd'hui les colonnes des moindres journaux. A la recherche de justifications, que ne donnent pas leurs œuvres, les artistes sont avides de préfaces, de commentaires, de monographies s'efforçant de consacrer la réputation éphémère du moindre barbouilleur. Il en est résulté une grande confusion. Le papier, comme la toile d'ailleurs, supporte tout. Hegel, Bergson, Heidegger, Einstein servent de référence aux élucubrations les plus gratuites et dont beaucoup sont totalement dénuées d'intérêt. Tout un vocabulaire s'y retrouve, dont il serait facile de constituer un répertoire, car il est, en définitive, assez court ; les mêmes mots y reviennent sans cesse à propos des mêmes insignifiances.

Ce sont des termes empruntés au lexique des mathématiques, de la physique, de la métaphysique, de la biologie. Il n'est question dans les chroniques consacrées aux moindres expositions que de transcendance, d'extrapolation, de fonction, de respiration, de pulsation, du cosmique, du tellurique, de l'onirique, d'automatisme, d'idéation... Nos critiques aiment aussi beaucoup emprunter au langage de la musicologie et qui ne parle de rythme, de cadence, de musicalité, de gamme, d'accord, de contre-point, d'harmoniques, de mesure, de tempo, à l'occasion de graffiti enfantins ou de coloriages qui n'auraient retenu jadis l'attention que des grands-

parents indulgents auxquels sous la dictée de leurs maîtresses les bambins adressaient des lettres d'anniversaire gentillement enluminées.

Méfaits de l'intelligence, conséquence de toutes les techniques de vulgarisation de la pensée par le livre, le magazine, le journal, la radio, par le cinéma, aujourd'hui par la télévision et cette manie des concours organisés sur tous les sujets et à tout bout de champ, par appel à la mémoire, recours à la classification, à la statistique, au jugement péremptoire, sans autre critère que les réputations acquises et les éclats du clairon de la renommée. Il faut avoir retenu des noms, des étiquettes, des signatures recommandant un certain produit, qu'il s'agisse de dentifrice, de lotion capillaire ou d'œuvre d'art. Il est sans intérêt que le dentifrice soit vraiment hygiénique, la lotion efficace, le tableau valable. Il suffit que la marque en soit connue, qu'il se vende et qu'il s'achète, qu'il ait un nom, auquel on puisse accoler une épithète : surréaliste, constructiviste, tachiste, néoréaliste, idéiste, musicaliste, calligraphiste...

Revenons au langage. Les poètes les plus abscons n'ont jamais transgressé les limites du vocabulaire formel et les tentatives du lettrisme n'ont jamais été que des curiosités de brasseries-littéraires, le fait de petits jeunes-gens à mi-chemin de la fumisterie consciente et de la divagation mentale. La matière brute du langage est sans doute l'onomatopée mais dès qu'il y a langage articulé il y a verbe et le verbe s'incarne dans le mot, autant dire dans le concept cristallisé par le mot. Or le concept est représentation car l'homme en tant que sujet pensant ne saurait rien articuler dans le vide. Et si l'homme veut esquiver le mot pour s'exprimer il doit avoir recours au geste, mimique originelle de la pensée. Mais ce geste est transitoire, qu'il soit simplement descriptif ou qu'il se résolve dans l'arabesque de la danse. Si l'homme veut rendre son message permanent, transmissible il doit avoir recours à l'image et cette image ne peut être qu'un objet figuré, un équivalent de la réalité décrite ou suggérée. Mimique de la pensée, elle-même représentative, l'image cristallisée dans la glaise, sur le papier ou sur la toile, si elle prétend à une signification sans rester un simple assemblage de lignes ou de taches, ne peut être que représentative. Peindre ne consiste pas à organiser la couleur,

pas plus que la musique ne consiste à organiser le bruit, n'en déplaise aux promoteurs de *la musique concrète*. Peindre consiste à composer en partant de la représentation des objets, chargés d'une signification primaire, essentielle, sans laquelle il ne peut y avoir ni vocabulaire ni langage plastique.

F.-H. LEM.

(*A suivre*)

STEPHEN HECQUET

Ginette Guitard-Auviste venait de nous remettre une critique du dernier livre de Stephen Hecquet : « Les Collégiens » lorsque nous avons appris la nouvelle de sa mort.

Nos lecteurs liront plus loin cette critique à laquelle en accord avec son auteur, nous n'avons rien voulu changer, tant nous sommes certains que cet écrivain à la plume acérée et qui s'en servait comme un bretteur de son épée, en eût aimé la liberté de jugement.

A notre demande, Ginette Guitard-Auviste a fait suivre sa critique des « Collégiens » de quelques lignes d'hommage à Stephen Hecquet que nous faisons nôtres pleinement.

D. O.

Monsieur Peyrefitte fait école. Après *Les Clefs de Saint-Pierre,* voici qu'on nous offre les clefs d'un des plus grands collèges religieux de Paris, que chacun reconnaîtra dans le Balthazar — Balth par abréviation — où évoluent *Les Collégiens* de Stephen Hecquet. Dès l'exergue, nous sommes fixés : « Le monde sacerdotal, avare, quémandeur, petit, vil, un monde moisi de vieilles filles, de châtrés : l'enseignement libre est son image. Paul Jury : Journal d'un prêtre ». Stephen Hecquet, par ce livre, apporte en quelque sorte sa signature à la « pétition laïque ». Connaissant ses opinions, il m'est permis de m'en étonner. Il se range délibérément parmi les rares hommes de « droite » fonçant, tête baissée, dans un anticléricalisme qui nous ramène au temps du « Petit Père Combes ».

J'aimerais apporter des correctifs à l'étiquette que je colle, malgré moi, sur un esprit que la sincérité d'abord caractérise. Plusieurs fois, en filigrane, j'ai cru sentir sous la satire, sous le ricanement même, le cri d'un grand amour déçu, le reproche d'une âme insatisfaite et qui ne pardonne pas à ceux qui furent chargés de former sa jeunesse d'avoir incomplètement rempli leur mission. Plus l'attente est large, plus le cœur s'offrait généreusement et plus l'échec apparaît comme une trahison. Tant de virulence, tant d'acharnement, tant d'indulgence refusée ou, quand elle se montre, une indulgence si méprisante, ne peuvent qu'être la marque d'une sensibilité meurtrie. Au reste, ce pourfendeur de moulins — toujours, hélas, plus réels que les imaginations du Chevalier de La Manche —

ce polémiste impitoyable, sans relâche prêt à ferrailler pour une cause qu'il estime juste et qui engage dans le combat ses forces, sa pensée, sa réputation sans protéger ses arrières, ce « dur » est un tendre. Bien trop clairvoyant pour l'ignorer, il trouve sans doute dans l'attaque une soupape d'échappement pour sa bile jaillissante, en même temps qu'un moyen de préserver ce qu'il y a en lui de trop délicat.

Il n'empêche que, pour trouver des atténuations aux multiples critiques qui grondent dans ce livre, il faut une oreille fine, bien décidée à ne pas s'en laisser conter par les apparences et résolue à une grande bonne volonté. Qu'on en juge. Le seul prêtre qui échappe au vitriol, le seul qui courageusement refuse la routine, la sclérose, l'abdication, le seul pur de toute tare et de tout vice, le surnommé « Jésus », finit par défroquer : « C'est à n'y pas croire ! Alors qu'il était le seul, c'est aussi ton avis, n'est-ce pas, à ressembler à un prêtre ? » Telle est la conclusion, aussi brutale qu'un couperet de guillotine. Aussi bien, puisqu'il est question de corde dans la maison du pendu, disons que notre avocat s'est juché, pour écrire ses *Collégiens*, sur les tréteaux du Ministère Public.

Pourquoi ce titre, d'abord ? Les enfants n'ont qu'une mince et très épisodique place dans ces pages ; deux seulement les traversent : Mathieu Tinchemerle, écartelé par les exigences de sa foi et celles d'une virilité aussi neuve que puissante, Jean Sebœuf, le débrouillard sans foi ni loi, image parfaite du-petit-qui-réussira-dans-n'importe-quel-cas-à-tirer-son-épingle-du-jeu... Les vrais collégiens, ce sont, en fait, ces prêtres qui cohabitent dans le monde clos de « Balth », chacun restant soi-même, enfermé dans sa coque, cette soutane noire qui est le seul point commun à tous. Prie-t-on quelquefois dans cette maison ? Y songe-t-on aux âmes ? Aucune préoccupation de ce genre. Ces éducateurs, ces dépositaires d'un fardeau sacré, ces tabernacles vivants, on les voit, qui préoccupé au premier chef de son avancement dans la hiérarchie, qui boursicotant pour arrondir sa fortune déjà estimable, qui fréquentant — en civil, il est vrai ! — ces maisons que la vertueuse IVᵉ République a supprimées, qui trafiquant de son influence, qui tenant la liste de ses dîners en ville, qui prélevant, au réfectoire, une dîme quotidienne sur la maigre pâture des élèves. Ambigüs, comme cet Abbé Lysabel, « grand lecteur de Gide, de Proust et de Marcel Jouhandeau », qui peut-être — selon le mot d'un de ses collègues — « ne déshabille pas que les âmes », mais dont le jugement reste sain : « J'en sais parmi nous qui, sous couleur de maintenir un catholicisme dit de tradition, enferment de jeunes âmes dans la terreur ou dans le remords : deux états d'âme également morbides ». Voltairiens, comme l'Abbé Lafon, censeur malmené moins par les deux mille enfants du collège que par les deux cents professeurs, surveillants ou domestiques qu'il régente.

Ni ces surveillants, ni ces domestiques, laïcs cependant, n'échappent à la plume vinaigrée de Stephen Hecquet. Voleurs, vicieux ou simplement malveillants, l'un se fait prendre la main dans le sac, l'autre la main à la braguette, et l'économe autrefois a tenu « un petit boxon » à Istamboul. J'en passe et de plus vertes. Mais c'est trop, on l'aura compris, pour ne pas tourner à l'excès. Je veux bien qu'on nous explique, par la bande et à plusieurs reprises, la grande misère de ces établissements où l'on doit se résigner, faute d'argent, à employer des professeurs sans titre — encore font-ils ici mieux leur métier que de plus savants. J'admets qu'ici ou là, comme le ferait un moraliste, l'auteur ne nous offre l'envers du portrait que pour que nous concevions mieux combien l'endroit serait beau s'il était ce qu'il doit être. J'accepte, encore une fois, d'imaginer qu'en attaquant ses représentants, il n'a pas voulu salir l'Eglise tout entière. Je tends l'oreille, je l'ai dit. Mais la vague déferle fangeuse, et je ne perçois plus que le crépitement sec de bulles, pareilles à celles qu'on voit se former à la surface des marécages qui éclatent en répandant une odeur nauséabonde.

Je crois, par cette image même, séparer la qualité de son propos des qualités d'écrivain de Stephen Hecquet. Il le sait, je le lui ai dit sans ménagements quelquefois, je ne le tiens pas pour un romancier. Encore qu'il manifeste ici un don de vie, un art du trait, une vigueur de touche et qu'il manie la couleur avec une fière aisance, son art reste celui du polémiste, qui doit frapper un peu trop fort pour se faire entendre. Non qu'il se permette ce relâchement qui, du haut d'une tribune, passe pour de l'éloquence et sonne creux à la lecture. Au contraire, son style rigoureux, ferme, racé, vise droit au but. Le ton seul reste un peu perché, comme celui des adolescents dont la voix mue et qui se livrent volontiers, pour céler leur pudeur, à des écarts de langage. Je me répète, cher Hecquet : à voix basse, on se fait mieux entendre.

Et pourquoi, enfin, baptiser « roman » un ouvrage à qui le titre de « chronique » conviendrait cent fois mieux ! Ces portraits vigoureux, ces manies, ces tics, ces déviations de l'âme et du corps cernés d'un coup de crayon sûr, ces caricatures sans pitié et sans bavure, nous les supporterions peut-être alors avec un amusement, une admiration moins proches de l'irritation. Chronique scandaleuse. Ce ne serait alors qu'une partie du tableau, on pourrait supposer qu'à côté le contrepoids existe. Dans l'univers fermé du roman, c'est le tout, tout entier, qui semble peint sous ces couleurs noires. Dans sa cruauté lucide, Daumier n'est supportable qu'à petite dose. Mais quelles traces il laisse !

***

« A voix basse, on se fait mieux entendre ! »... La voix de Stephen Hecquet s'est tue le lendemain même du jour où furent écrites ces lignes, auxquelles je ne veux rien changer. Voilà figés ce visage mobile, cette pensée si rapide, que la parole, pourtant précipitée, avait du mal à suivre.

« Le temps d'apprendre à vivre, il est déjà trop tard ». Stephen Hecquet a traversé la vie à bride abattue, poussant des pointes dans toutes les directions, brillant partout avec aisance. Premier secrétaire à la Conférence du Stage, il s'était acquis au Palais l'admiration et l'estime de ses confrères — les jeunes surtout — par son éloquence et plus encore par son courage. Un courage qui lui valut quelques déboires. Critique littéraire et critique de théâtre, il lisait et sortait beaucoup. Dormant peu, sautant les repas pour gagner du temps, il travaillait frénétiquement : cinq romans, six essais, des centaines d'articles — certains retentissants — des manuscrits inédits... A quarante ans, c'est une œuvre, et qui compte. Mais à ce rythme, on se tue. Il le savait, depuis deux ans.

Il pouvait sembler immodeste à ceux qui le connaissaient peu. C'était l'homme le plus simple, tournant volontiers contre soi cet humour, cet esprit critique, ce regard perçant, qui le rendaient parfois féroce pour les autres. A la fois conscient de sa valeur réelle et insatisfait de ce qu'il produisait, se jugeant plus sévèrement encore qu'il ne jugeait autrui. Il y avait du Rastignac en lui — ce qui se traduisait par une certaine insolence — et du khâgneux, qui jonglait avec les paradoxes. Ces paradoxes, on avait l'impression, en l'écoutant les égrener, l'œil plissé de plaisir et la bouche moqueuse, qu'il les forgeait non tant pour surprendre l'auditoire que pour se surprendre soi-même, comme si, par ce moyen, il éperonnait sa pensée pour la faire galoper plus vite. Il parlait comme il écrivait, comme il se battait, fougueusement, dans un style irréprochable, strict et brûlant.

Ses ambitions, ses goûts, ses aspirations et, sans le vouloir, sa sensibilité à fleur de chair, il les a livrés dans chacun de ses livres, plus encore dans *Les Guimbardes de Bordeaux*, le meilleur. On écrasa d'un silence injuste, pétri de mauvaise conscience, un ouvrage où il exposait très loyalement le drame de sa génération, celle de 1940, qui eut foi dans le renouveau national et se lança, à cœur et à corps perdus dans l'espérance : quand elle fut rejetée de la vie publique, quand on eut décrété que les valeurs auxquelles elle avait cru étaient fausses, quand on l'eut mise en accusation et châtiée durement, il lui resta dans l'âme une blessure et la rage de son impuissance. Cela, comme tant de ses camarades, avait marqué Hecquet. Il le dit à sa manière, désinvolte, mordante, mais pudiquement. Car la pudeur dominait dans ce caractère, avec la

droiture et le goût du risque qui, choisi dans la lucidité, prend la forme du plus haut courage.

Il avait étrillé les femmes dans un pamphlet où les injustices se mêlaient aux vérités. Certaines lui en gardèrent rancune, ne comprenant pas qu'il leur en voulait seulement de faillir — en cherchant à égaler les hommes sur tous les plans — à leur vocation profonde de « mainteneuses d'âmes ».

Il était né pour l'amitié, délicat, attentif, généreux. Une heure avec lui fouettait le sang, gonflait le cœur, réveillait. Il voulait être aimé comme il aimait. Je l'ai déjà dit : c'était un tendre, qui aspirait à être compris. Je ne jurerais cependant pas qu'il détestât être détesté par quelques-uns : le tir venait alors de trop bas pour l'atteindre vraiment. Pour beaucoup, il était une lueur qui brille dans la nuit des découragements, des renoncements, des défaites, celui qui refuse de se laisser briser, un de ces êtres privilégiés dont la seule présence aide à vivre, parce qu'elle rachète tant d'ignominies ou de honteuses mollesses.

Il aurait fallu le lui dire mieux, prendre soin de lui davantage, l'entourer, le protéger contre sa propre exhubérance. Mais la pudeur entraîne la pudeur et nous ne croyions pas, nous n'acceptions pas, malgré l'alerte, qu'il pût mourir. Il nous arrache en partant, le meilleur de nous-mêmes et ne l'aura pas su.

Ginette GUITARD-AUVISTE.

Bibliographie de Stephen Hecquet.

Daniel, récit (Le bateau ivre).

Bons pour la mort, roman (Nagel).

Plaidoyer pour l'avocat (Nagel).

Daniel [II] (Nagel).

L'homme accusé (Nagel).

La Grande Chance de M. Marie-Madeleine, cardiaque (Nagel).

Faut-il réduire les femmes en esclavage ? (La Table Ronde).

Anne ou le garçon de verre (Plon).

Les Garçons (Fasquelle).

Les Guimbardes de Bordeaux (La Table Ronde).

Les Collégiens (La Table Ronde).

LE DOSSIER DU MOIS

LA MAIN ROUGE

Chapitre II (1)

BONN

L'ambassade de Tunisie auprès de la République Fédérale allemande est située dans le quartier résidentiel de « Bad Godesberg ». Une grille, un parc avec des allées de sable, une villa quelconque avec ses dépendances. C'est devant cette grille que le 5 novembre 1958 l'avocat Aït Ahcène roulant dans une 403 noire immatriculée en France fut abattu dans les conditions suivantes. Sa voiture était précédée depuis Bonn par une volkswagen immatriculée en Belgique et suivie par une Mercédès 180 vert sombre. Une queue de poisson de la Volkswagen le gêna pour virer et entrer à l'ambassade où il avait son bureau et des coups de feu partirent de la Mercédès suiveuse qui, très rapidement s'éloigna à la suite de la Volkswagen. Tout se passa en quelques secondes devant les passants médusés.

Le jeune homme de 27 ans qui venait ainsi d'être mortellement blessé (on prétendit que les balles étaient empoisonnées ce qui explique sa longue agonie) n'était pas le premier venu. Dix jours plus tard il devait quitter Bonn pour être nommé secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères dans le « Gouvernement Provisoire de la République Algérienne ». En attendant il était délégué général du gouvernement et représentant permanent à

(1) Dans le numéro de mars de « Défense de l'Occident » le chapitre I « Francfort ».

Bonn. Il avait un fidèle adjoint Abdelhafid Malek qui sous le nom d'Hafid Keramane écrivit quelques livres... explosifs sur lesquels nous reviendrons. Malek était plus spécialement chargé des rapports avec la Fédération de France. A la suite de l'attentat il prit l'intérim de son ami Ahcène dont il n'est l'aîné que de trois ans et se fit adjoindre un juriste au teint basané et aux cheveux crépus rejetés en arrière, Mouloud Kassim pour les affaires politiques et un officier muté du maquis, le jeune Mourad pour les affaires militaires et la liaison avec la Fédération de France. Kassim porte le titre d'attaché culturel et de Presse, chargé de la Propagande pour les pays de langue allemande alors que Mourad est attaché « social ». Il appartient aux équipes de Boussouf et c'est le chef du contre-espionnage à l'intérieur de la délégation. Un autre fonctionnaire, Si Chérif, s'occupe des affaires de Justice, Police et Chancellerie tandis qu'un « officier de sécurité », le jeune A... assure la liaison avec la Suisse, les voyages officiels (arrivées de membres du G.P.R.A., déplacements des délégués dans leurs pays de juridiction). Cet avancement rapide lui a été valu par le zèle dont il fit preuve comme « juge d'instruction » de la willaya de Paris-Centre.

Sous Malek dans la hiérarchie F.L.N. en Europe il y a tout d'abord la Puissante Fédération de France dirigée par un spécialiste en armement et sabotage, ex-chef de la willaya III, assisté de quatre assistants et dont le bureau est situé à Düsseldorf.

Ensuite les délégations étrangères, celles de Rome, de Bruxelles, de Berne et de Stockolm (délégué Saf). Le délégué de Bruxelles,Alshi Aïssiou a été récemment tué rue Longue-Vie (!) à Ixelles par un révolver muni d'un silencieux et coïncidence curieuse, le père d'un de ses agents de liaison, le professeur Laperche a sauté en ouvrant un livre de Malek, dit Hafid Keramane, la « Pacification » édité à Lausanne, et qu'il avait reçu par la poste. Un autre

agent de liaison d'Alshi Aïssiou, le professeur Le Grève n'a échappé que par miracle à la même mort.

Ainsi donc ce qu'on appelle la « Main Rouge » ou la « Catena » (chaîne en latin ou comité anti-terroriste nord africain), s'est vu attribuer ces attentats contre de hautes personnalités F.L.N. au même titre que celui contre la 403 du délégué de Rome Boulharouf, au même titre que ceux contre les traficants d'armes dont nous avons parlé dans le précédent chapitre.

Il est bien évidemment impossible dans le cadre d'une revue, de voir en détails les phases de cette guerre que se livrent contre-terroristes et gens du F.L.N. Mais nous allons vous rassembler ici un certain nombre d'anecdotes ou d'observations qui vous permettront de mieux mesurer l'activité et l'ampleur des réseaux adverses en présence. Ces faits épars sont simplement les jalons les plus importants sur la route qui nous mènera à une meilleure compréhension de ce problème.

1. Le F.L.N. accuse un certain « Pedro le Balafré » d'avoir tiré sur Aït Ahcène avec la complicité de l'ex-inspecteur Jean Viary qui aurait ensuite hébergé l'attaché de presse de l'ambassade de France, le mendésiste Louis Hirn !

2. Le 20 décembre, un certain André Mornay, 46 ans, était tué à Fribourg-en-Brisgau par Chérif Nessal, 40 ans, dans des circonstances mystérieuses.

4. Sur ordre de Mouloud Kassim, le président des étudiants de Bonn et leader de la J.E.C. allemande, le jeune espoir chrétien-démocrate Ignace Bender était nommé le 1er janvier 1960, chef du réseau de soutien allemand du F.L.N. en remplacement de Wilfrid Müller, dit Si Mustapha, nommé délégué adjoint à Tétouan et prenait son poste à Fribourg-en-Brisgau. Dès le scandale Jeanson révélé, il était chargé de superviser le réseau de soutien Français avec des moyens matériels importants et un fort réseau de complicités féminines.

5. Le député social-démocrate Wyschneusky clôturait dès le 23 janvier sa porte de la Hans Backler Platz. Il était pratiquement remplacé par le chrétien-démocrate Bender à la tête de l'organisation allemande, et ce, à la suite de l'échec de son protégé, Herst Zimmermann, auteur de la « gangrène » allemande.

Ajoutons qu'à la même date un Bulgare du nom de Tonieff était arrêté sous un prétexte futile et emprisonné. Il avait menacé des traficants d'armes importants, MM. Lie, Müermann et Seidenschnur de vendre leurs photographies et leurs signalements à une revue illustrée.

Lorsque j'interrogeai à ce sujet le Procureur général de Francfort, le docteur Heinz Wolf, il me répondit en souriant qu'il était plus en sûreté en prison.

Il était plus heureux en tout cas que le Hongrois Sacha, disparu mystérieusement de l'Igel Bar à Bonn, abandonnant une fortune en complets et appareils photographiques et enregistreurs dans sa chambre, après avoir pris place dans une Mercédès immatriculée à Münich.

***

Un certain nombre de policiers F.L.N. s'occupent en Allemagne des voyages et déplacements de leur chef. C'est ainsi que l'arrivée à Francfort ou à Cologne d'un Lamine Debaghine pose des problèmes de logement et de sécurité.

Je m'en entretenais un soir au bar Barbarina de Francfort, avec deux Algériens qui, sous des noms d'emprunt : Tony et Cubano essayaient de se faire passer pour Argentins ou Brésiliens auprès des filles et des travestis. Ils avaient été chargés du convoiement des footballeurs Zitouni, Ben Tifour, Mahjoub, en route vers la Chine. Et cette organisation de voyages de vedettes sous surveillance me rappelait quelque peu les ballets du rideau de fer de passage à Paris. Qui sait ? Peut-être verrons nous un de ces joueurs « choisir la liberté » tel le « fonctionnaire » Mabrouk Kouarah, récente découverte de la dé-

légation générale d'Alger. Au cours d'autres contacts pris à Bonn pour approcher les grands chefs et avec le secret espoir de voir « Malek » dit le Grand Frère, je rencontrais sur coup de téléphone et rendez-vous inlassablement remis, avec un scénario très compliqué et un luxe de précautions inouies de la part de ces gens-là, des responsables tels que le blond Chérif, chaouia de Batna, aux yeux marrons et beau-frère du « colonel » Si Haone, chef de la willaya IV, tué en même temps qu'Amirouche, et qui, entre deux « Lucky Strike » (cigarettes goût Boussouf), me raconta ses aventures en willaya I et III lorsqu'il fut amené à juger (déjà !) Chérif Mahmoud, (ex-ministre de l'armement et chef de la willaya I), accusé pour la première fois de déviationnisme « gaulliste » !

C'est à un de ces rendez-vous où l'intéressé ne vient pas mais où vous attend son supérieur que je vis, la main sur le cœur (position favorite du méfiant Ben Tobbal, toujours prêt à dégaîner), le redoutable Abdelhamid, alias Si Abderamane, ex-chef de la willaya autonome de Marseille. Ainsi que ce soit le style de Boussouf ou celui de Ben Tobbal, on retrouve les « écoles » des grands patrons chez les « gradés », de la cigarette américaine de Boussouf à la main rapide et méfiante dans le veston de Ben Tobbal !

J'en connus d'autres encore avant d'approcher les « grands-frères ». Au Tabou Bar ou à l'Igel Bonalem Ali, originaire de Fort National ainsi qu'un jeune égyptien qui combattit à Suez dans la garde nationale ; ou Si Saïd dont le beau-père allemand fournit une des voitures de la délégation et qui invite la colonie algérienne de Bonn à des couscous-diffas monstrueux.

Il a fait venir 17 kilos de couscous de Tunis.

Et enfin le jour arriva où dans la chambre d'hôtel où je me morfondais, le téléphone retentit. J'avais Mouloud Kassim à l'appareil. Il m'indiquait que le « Grand Frè-

re » s'apprêtait à me rencontrer et que je connaîtrais ultérieurement l'heure et le lieu de la rencontre. Malek venait justement de rentrer du Congrès de Tripoli, il arrivait pour reprendre son poste, muni de la confiance totale de Ferhat Abbas, de Krim Belkacem et de Ben Tobbal. Dans sa serviette et surtout dans sa tête, il ramenait le plan de la campagne terroriste en France pour l'année 1960.

C'est le 23 janvier, à Cologne, veille des barricades d'Alger que je le vis et c'est le 21 février qu'eut lieu la rencontre F.L.N.-Main Rouge à laquelle j'eus le privilège assez extraordinaire d'assister. Mais ceci est une autre histoire.

(*à suivre*).

Prochain numéro : « Ma rencontre avec le Grand Frère » ; « La conférence de Liechtenstein » ; « La Main Rouge à l'action ».

CHRONIQUES — LES LIVRES

LE MEILLEUR ET LE PIRE

Michel DEON : « La carotte et le bâton » (Plon).
Marcel ARLAND : « Je vous écris... » (Grasset).
X... : « La confession anonyme » (Julliard).
Jack KEROUAC : « Sur la route » (Gallimard).

FAUT-IL parler des mauvais livres ? La question, je sais bien, n'a certes pas le mérite de la nouveauté... Mais le critique littéraire ayant, en 1960, de plus en plus souvent l'occasion de se la poser, je voudrais m'efforcer d'y répondre, en manière d'avant-propos à cette chronique.

A vrai dire, la réponse me semble aller de soi. Car enfin, dans l'état présent de la littérature, c'est-à-dire en un temps où il ne se publie guère plus d'un livre tous les trois mois qui — sans être un chef-d'œuvre — mérite de retenir l'attention, se refuser a priori à parler *des autres* reviendrait à s'imposer de bien longs silences... Encore ne s'agit-il pas, cela va sans dire, de faire un sort à *tous* ces « autres » : il y a une forme de médiocrité qui décourage le commentaire et ne vaut pas qu'on s'y attarde. C'est la plus répandue. N'oublions pas qu'il paraît en France, chaque année, quelque deux ou trois cents romans, dont les trois quarts au moins ne sont justiciables que d'un silence indifférent. Parmi les autres, on trouvera bon an mal an cinq ou six ouvrages

vraiment dignes d'intérêt, une dizaine justifiant, à la rigueur, une mention honorable — et puis un certain nombre dont la réputation surfaite, le tapage dérisoire que l'on fait autour d'eux, la mauvaise qualité *exemplaire*, si j'ose dire, méritent examen.

Le critique joue son rôle, fait aussi son métier en dégonflant certaines baudruches — comme l'a fait ici-même, excellemment, Lucien Rebatet en parlant de ces monuments d'ennui prétentieux que sont les livres de MM. Alain Robbe-Grillet ou Michel Butor. De même, il me paraît que ce critique ne remplirait pas tout à fait son office s'il ne s'en prenait pas de temps à autre à certains succès « commerciaux », qui sont des succès de mode ou de snobisme ; s'il ne s'employait pas à remettre à leur juste place les petits « articles de librairie » que confectionnent tant bien que mal Mme Françoise Sagan et ses innombrables imitatrices ; s'il ne remarquait pas, en passant, que certains auteurs distingués par les jurys de fin d'année écrivent comme des déménageurs (oui, je pense à M. Schwartz-Bart, prix Goncourt 1959...). Il paraît que ces succès-là sont des « phénomènes sociaux ». Je l'ai entendu dire à propos de Sagan, de Schwartz-Bart, justement. Mais à ce compte il faudrait aussi considérer comme un « phénomène social » la gloire de feu Delly, qui avait — et a toujours — au moins autant de lecteurs que les auteurs d'*Un certain sourire* et du *Dernier des Justes*... Il appartient peut-être au critique de montrer également que, dans l'ordre des phénomènes, le talent est chose beaucoup plus rare et au moins aussi intéressante que les gros tirages.

Bref, je crois qu'il faut effectivement parler des mauvais livres : 1° dans la mesure où ils témoignent d'une certaine ambition, d'une certaine prétention ; 2° dans la mesure où ils bénéficient d'un engouement injustifiable, injustifié ; 3° dans la mesure enfin où, du fait

de cet engouement, ils menacent de faire école. Et qu'il faille en parler, c'est d'ailleurs aussi bien — sans quoi l'on risquerait souvent, je le répète, de manquer de « matière première »...

⁂

Quatre livres réunis sur ma table : le meilleur et le pire...

Le meilleur, c'est d'abord *La carotte et le bâton* de Michel Déon — qui se trouve être aussi (avec *Tout l'amour du monde*) le meilleur ouvrage de son auteur. On pense à *La condition humaine* (par le ton, le « climat ») et à l'épilogue de *Gilles* (par l'esprit). Drieu, le Malraux d'il y a trente ans : il est de plus mauvais modèles... Mais qu'est-ce à dire ? Déon, jusqu'ici romancier des illusions du « cœur » et de ce qu'on appelle un peu légèrement l'amour, se serait-il mué soudain, la quarantaine venant, en écrivain « engagé » ? Si l'on veut, et si c'est être « engagé » que de ne pas se vouloir aveugle et sourd à la grande aventure de notre temps. L'action de *La carotte et le bâton* se déroule, ces années-ci, en Chirfanie — lisez : en Tunisie. Ses protagonistes : trois ou quatre hommes sans illusions, paladins désabusés d'une cause perdue d'avance — celle de notre race et de notre civilisation, menacées à l'Est comme au Sud par les forces du Néant. Le Français Pierre Gauthier, l'Allemand Hans von Brautschich, deux ou trois autres encore, se battent à leur manière, qui est plus désespérée que gratuite, contre le fanatisme (raciste) panarabe et son allié provisoire (faut-il dire son complice ?), le communisme, pour qui l'on sait que la mainmise sur l'Afrique est une étape décisive dans sa lutte contre l'Occident : il y a là-dessus, à la fin du livre de Déon, quelques pages d'une amère et saisissante lucidité. N'en disons pas davantage : il faut lire *La carotte et le bâton*, qui est à la fois un roman d'aventures passionnant, un reportage — un peu long parfois,

mais toujours extraordinairement vivant — et une « méditation vécue » sur le drame capital de notre époque. Nous qui avons le douteux privilège d'être les témoins de ce drame dont nous devinons, hélas, l'issue, comment serions-nous insensibles à ce que nous en disent ses derniers acteurs lucides, avant le Grand Silence qui, pareil à l'aube des exécutions capitales, se lève à l'Est ?...

Le meilleur, c'est, aussi, *Je vous écris...*, de Marcel Arland. Dix lettres, dont les destinataires importent peu, dont *nous* sommes, en fait les destinataires — dix lettres dans lesquelles l'auteur de *La grâce d'écrire* (quel beau titre !) nous livre le meilleur de lui-même : un art qui a la pureté et la complexité du cristal, une sensibilité toujours à vif, une espèce de douceur cruelle, impitoyable — et une « grâce d'écrire », justement, qui est la source d'un perpétuel enchantement. Je ne vois guère aujourd'hui que Jacques Chardonne pour manier le langage avec un aussi constant bonheur, une maîtrise aussi dépouillée de tout artifice, de toute vaine « virtuosité » — Jacques Chardonne qui me disait un jour : « Ecrire mal, c'est mal penser »... Cette petite phrase, qui va beaucoup plus loin qu'on ne croit, me revient à l'esprit trop souvent, hélas ; presque chaque fois qu'il m'arrive d'ouvrir quelque livre de la « nouvelle vague ». « Ecrire mal, c'est mal penser » : si j'étais éditeur, j'inscrirais ces mots-là, en caractères d'affiche, à l'entrée de mes bureaux. Mais combien d'éditeurs savent encore *lire* ? Quant aux auteurs... A tout apprenti-écrivain de vingt ans, brûlant de se voir imprimé, à toute romancière de Prisunic qu'empêche de dormir la « gloire » de Françoise Sagan, et à celle-ci même, on voudrait voir imposée la lecture de *Je vous écris...* : peut-être alors, s'il leur restait une once de sens critique, prendraient-ils conscience de la distance demesurée qui sépare leurs balbutiements de cette chose rare et belle : un livre *accompli*.

∴

Passons au pire — qui n'est d'ailleurs pas, ce mois-ci, bien méchant.

Je parlais de la « grâce d'écrire ». L'anonyme auteur de *La confession anonyme* croit, veut manifestement avoir été touchée par elle. Cela se sent à chaque ligne, et c'est vite consternant : cette écriture « artiste », ce syle chantourné, chichiteux, ces effets — et ces mots — soulignés, quelle épreuve ! Sans compter que ce complaisant récit (à la première personne) des amours érotico-mystiques d'une pianiste suédoise sur le retour et d'un bel italien sexagénaire a quelque chose de ridicule. Le ridicule, d'ailleurs, ne tarda pas à l'emporter, en grande partie à cause du style de la dame, et c'est avec un sourire que le lecteur laisse Benvenuta et Livio à leurs extases... anachroniques (dans tous les sens du terme), pour relire *Les deux étendards* ou *Histoire d'O...*

D'un extrême à l'autre : *Sur la route*, de Jack Kerouac, est un peu à cette *Confession anonyme* ce qu'un air de jazz « bop » est à une élégie de Massenet... Ce livre informe, rocailleux, désordonné, surabondant — et asez ennuyeux, avouons-le — a pour auteur l'un des chefs de file de la *great generation* américaine : qu'on imagine un Henry Miller de grande banlieue qui se prendrait pour Arthur Rimbaud. Jazz, alcool, marijuana, « fureur de vivre », lyrisme en manches de chemise, romantisme de bistro, tout y est. Il paraît qu'il faut voir là un « témoignage » sur le drame profond (?) d'une génération qui a appris le nihilisme à l'école de la « Série noire ». On veut bien. Chaque époque a les révoltés qu'elle mérite ; la nôtre a ses « blousons noirs », dont Jack Kerouac est un peu le Prophète : tant pis pour elle, tant pis pour nous. Mais je ne puis me défendre de penser, en lisant *Sur la route*, à une féroce nouvelle d'Angus Wilson (*A bit off the map*, dont on peut lire

la traduction française, sous le titre d'*Un peu déboussolé*, dans le recueil intitulé *Saturnales*) et qui est à la fois un pastiche de cette littérature informe et un constat impitoyable de la misère spirituelle qu'elle exprime.

Un mot encore, à ce propos : je ne ferai pas, dans cette chronique, le partage entre livres français et livres « traduits ». Cette discrimination m'a toujours semblé arbitraire. Elle entraîne le critique à passer sous silence tel ouvrage étranger de premier plan — et dont la traduction a fait, en somme, un livre *français* — alors qu'il fera un sort immérité aux balbutiements de tel romancier autochtone dont tout le monde, lui compris, aura dans huit jours oublié jusqu'au nom. Cela est fort injuste. Car enfin, s'il est normal de mettre dans le même sac (des Danaïdes) les romans de Mme Marie-Anne Desmarets et ceux de Mme Alba de Cespédès (par exemple), on me fera difficilement admettre que Lawrence Durrell n'est pas un écrivain plus *important* que M. Michel Butor, ou que l'œuvre d'Angus Wilson mérite moins d'attention que celle de M. Robbe-Grillet...

Claude ELSEN.

LES ESSAIS POLITIQUES

Les barricades et le barrage

Il est encore certainement trop tôt pour écrire une histoire documentée des événements qui se sont déroulés à Alger à la fin du mois de janvier 1960. Trop de faits, d'intrigues, de démarches demeurent encore inconnus, trop d'acteurs de ces journées sont encore dans l'impossibilité de faire savoir quel a été leur rôle exact. L'étude de MM. Euloge et Moulinier (1) n'est que très fragmentaire, elle se rapproche plus du reportage que de l'étude historique, son intérêt est d'être un tableau de cette tragique semaine algéroise, un recueil de « choses vues », mais aussi de poser quelques questions essentielles. Il y a d'abord le problème Ortiz : quelques-uns de ses adjoints affirmèrent en effet que le 23 janvier au soir un coup de téléphone *mystérieux* lui parvenait, dont l'auteur était peut-être un officier général. La voix disait à peu près ceci : « Vous pouvez y aller... Vous aurez au départ la valeur d'une division. » D'autre part, pour les deux auteurs, c'est en réalité le vendredi 22 que tout se décida : « Cette nuit-là, une sorte de conseil de guerre extraordinaire se tint dans les bureaux de la Compagnie Algérienne. Ortiz était là, entouré des principaux dirigeants du Front National Français. Et avec eux, parmi eux, quelques militaires. Des officiers supérieurs, des capitaines. Depuis trois jours l'affaire Massu éclatait en gros titres aux premières pages des journaux... » Aux questions d'Ortiz les officiers auraient répondu : « Vous pouvez y aller. L'Algérie est prête. L'armée est à vos côtés ! » Il est étonnant que les auteurs n'aient pas pensé à uti-

(1) Plon, 1960.

liser le témoignage de l'envoyé spécial du *Monde*, M. Eugène Mannoni, qui notait le 22 janvier la crainte générale de tous les dirigeants activistes d'être les victimes d'une provocation d'envergure. Robert Martel, excellent prophète, imaginait même qu'ON laisserait déboucher un complot entraînant une minorité d'officiers et de civils conscients, afin de proclamer la République en danger pour mieux appliquer l'article 16 de la Constitution et doter le général de Gaulle de pouvoirs dictatoriaux. Et M. Mannoni faisait cette remarque capitale : « C'est l'heure des *agents doubles*, dont on ne connaît pas encore le camp : certains seraient, murmure-t-on, des fidèles du général de Gaulle immiscés comme au mois de mai 1958 parmi les activistes pour pouvoir mieux agir, et quelques officiers sans uniforme pourraient — assure-t-on — contrôler plutôt qu'aider les leaders avec lesquels, ici ou là, ils s'entretiennent. » Auguste Arnould, après l'échec final, comparera Ortiz au moyeu d'une roue, bien huilé, tournant rond, mais dont chaque jour une main habile s'appliquait à sectionner un rayon. Un fait semble établi : l'armement des insurgés avait été entreposé aux Facultés et au siège de la Compagnie Algérienne avant le dimanche 24. Comment supposer les autorités dans l'ignorance de tels préparatifs ? MM. Euloge et Moulinier considèrent que le camp retranché joua le rôle d'une nasse dans laquelle vinrent se faire prendre la plupart des leaders algérois. Il est impossible d'évaluer la sincérité de ceux qui l'organisèrent ; pour ceux qui vinrent par la suite, il ne s'agissait plus que d'une manifestation de solidarité. « Ne pas aller aux barricades, dira Auguste Arnould c'était une forme de lâcheté. »

D'autres questions restent encore sans réponse possible : pourquoi les parachutistes arrivèrent-ils si tardivement au plateau des Glières, qui tira les premiers coups de feu, quelles sont les causes réelles de l'échec de la manifestation des musulmans... Le plan des insurgés consistait, paraît-il, à occuper les principaux édifices publics de la ville et les points stratégiques à l'aube du 25 janvier ; un « Comité Révolutionnaire » civil et militaire aurait tenté alors d'engager le dialogue avec Paris afin que le principe de « l'Algérie française » soit solennellement affirmé. Quelques leaders imaginaient un refus du général de Gaulle et la

transformation de ce Comité en Gouvernement de la République d'Algérie. Tous ces rêves algérois furent balayés par la fusillade du 24, c'est-à-dire par l'absence des unités parachutistes entre 18 heures et 18 h. 30, au moment où les gendarmes mobiles entreprirent de dégager le boulevard Laferrière. Qui donc avait intérêt à faire naître le drame, à provoquer une cassure définitive entre l'armée et les activistes ? En fait, ce 24 janvier fut une nouvelle journée des dupes puisqu'aucun des plans ne put aboutir, que de longues négociations furent nécessaires dans lesquelles l'armée resta relativement neutre. On peut tirer deux enseignements des événements d'Alger : l'un concerne l'activisme en général, l'autre l'inaptitude politique complète des militaires. Comment expliquer à un des anciens des barricades que son action a peut-être été provoquée par une initiative de ses ennemis, qu'elle a, en tous cas, abouti à une désorganisation des mouvements nationaux, qu'elle a permis un grand pas sur le chemin de « l'Algérie algérienne » ? Il reste une chose que peuvent faire ces hommes sincères et trompés, ils peuvent méditer cette phrase de Raymond Abellio : « Il y a beaucoup de jeunes diplomates qui entrent dans la vie en croyant devenir des Valmont de la politique et que la logique du monde actuel conduit à être indicateurs de police. » Quant aux militaires, il devient de plus en plus évident qu'il ne suffit pas de lire Mao Tse Tung pour avoir la possibilité de porter un jugement d'ordre politique sur des événements politiques. L'armée perdra la guerre d'Algérie, comme les autres et pour les mêmes raisons ; pour l'instant elle mène cette guerre à seule fin de permettre aux Algériens le choix de cette solution « la plus française » qui leur sera imposée, le jour venu. Chacun sait depuis longtemps qu'il s'agit de l'association : c'est pour cette consolante illusion que de nombreux hommes acceptent chaque année de mourir. Pour en arriver là, M. Mendès-France avait plus de talent, c'est-à-dire plus d'efficacité, plus de réalisme ; il avait, en outre, l'inestimable avantage de ne pas nous assommer tous les jours avec un prestige, une grandeur auxquels personne ne croit plus.

M. François Maspero est un remarquable éditeur qu'on pourrait politiquement situer à la gauche du P.S.U. non loin des limites du Parti Communiste. Il a

réinventé la formule qui a fait la gloire sinon le succès de Péguy et de ses « Cahiers de la Quinzaine », en publiant régulièrement des « Cahiers Libres », avec beaucoup de talent, c'est-à-dire qu'il sait assez parfaitement ce que souhaite lire son public. Il faut quand même beaucoup de complaisance et un peu de coquetterie vis-à-vis de soi-même pour citer, comme il le fait sur les couvertures des livres qu'il édite, cette phrase de Péguy : « Ces cahiers auront contre eux tous les menteurs et tous les salauds, c'est-à-dire l'immense majorité de tous les partis. » M. Maspero connaît le succès dans la mesure où ses « Cahiers » sont consacrés à la défense des grands mythes de la gauche (la guerre d'Espagne) ou à l'étude des problèmes actuels vus sous l'angle qui est celui du public de gauche. Il a même le courage de rééditer certains livres déjà presque classiques, je pense moins à la thèse de Jean Jaurès qu'à l'admirable essai de Paul Nizan, « Aden Arabie ».

Le dernier de ces « Cahiers » est constitué par un récit autobiographique de M. Maurice Maschino, « Le Refus ». Il s'agit du refus de la guerre en Algérie : M. Maschino était professeur au Maroc, il a gagné la Tunisie au lieu de répondre à son ordre de mobilisation. Il est toujours professeur, collabore aux *Temps Modernes*, et vient donc de publier « Le Refus ». Il est inutile, et pour beaucoup de raisons, de faire le moindre commentaire d'ordre moral ou sentimental sur cette situation, et pourtant tout pourrait y pousser. Et d'abord que ce genre de refus n'a pas au départ de motif d'ordre politique, mais qu'il est provoqué par une situation personnelle particulière, des amitiés, une manière de vivre, etc... Surtout, peut-être, parce qu'une importante littérature passionnelle tente depuis quelques semaines de célébrer ce phénomène. Tout récemment l'un des chroniqueurs de *France-Observateur* parlait à ce propos de « ces hommes auxquels la conscience et l'honneur ont dicté un choix qu'on peut discuter, mais dont on ne peut contester ni l'héroïsme ni la grandeur » ; et il ajoutait : « le vrai héros de Corneille en 1960 s'appelle Francis Jeanson ». L'intérêt du récit de M. Maurice Maschino est d'abord de montrer qu'il y a un problème de sensibilité et non de logique dans un choix aussi grave, de tendances et non de raisonnement, il s'agit d'un *refus* non motivé au départ qu'on justifie après

coup, avec plus ou moins de perspicacité et de talent. Evidemment M. Maurice Maschino n'est pas de cet avis, il précise même qu'une des raisons de la rédaction de cette autobiographie est de montrer que les déserteurs sont des hommes « conscients et conséquents » : tout le livre prouve le contraire. Il prouve aussi qu'on ne peut pas s'évader de cette guerre, qu'on ne peut pas choisir la neutralité, qu'on ne peut pas se réfugier dans un no mans land territorial ou idéologique. Se refuser à servir en Algérie dans l'armée française, c'est devenir un auxiliaire actif de l'A.L.N., le front de la propagande étant aussi important que l'autre, c'est choisir à coup sûr la future République Algérienne. M. Maurice Maschino deviendra peut-être, comme un de ses prédécesseurs (2) dans cette collection des « Cahiers Libres », un fonctionnaire important du G.P.R.A. C'est une manière de réussite qui en vaut une autre.

Pour les marxistes, le « problème juif » n'existe pas. Marx et ses principaux disciples l'ont souvent répété : la *judaïté* n'est qu'un des vestiges des rapports de production féodaux et capitalistes, le judaïsme n'est qu'une des formes de l'aliénation humaine, au même titre que l'antisémitisme. Ces faux problèmes devaient trouver leur fin et leur solution dans l'édification d'un Etat socialiste. L'assimilation, l'intégration des juifs dans une nation socialiste devaient mettre fin à l'existence de cette « patrie intérieure » dont parlait Heine. L'essai de M. François Fejtö est une mise au point de la situation actuelle des juifs en U.R.S.S. et dans les démocraties populaires, et aussi un important dossier constitué par les articles publiés dans la presse d'au-delà du rideau de fer depuis quelques années.

Actuellement, en Union Soviétique, les juifs ont le choix (assez théoriquement) entre deux solutions : ou bien oublier complètement leurs singularités, leur culture, leur langue, ou bien gagner la « Région autonome juive », le Birobidjan. Khrouchtchev a lui-même reconnu récemment l'échec complet de cette expérience.

---

(2) Il s'agit de M. Franz Fanou, médecin antillais, auteur de « L'an V de la Révolution Algérienne, actuellement ambassadeur du G.P. R.A. à Acora.

L'antisémitisme connaît, en Union Soviétique, deux formes : une forme d'Etat qu'on peut croire non-raciste et qui vise des individus peu assimilables, tournés intellectuellement vers l'extérieur, ayant des rapports avec l'Etat d'Israël, ou même voulant y partir, toujours prêts à la satire, à l'ironie, cosmopolites donc espions possibles ; d'autre part une forme populaire qui, d'après l'auteur, est toujours aussi vive qu'au temps du tzarisme et qui semble soigneusement entretenue par le pouvoir (en deux ans au moins quinze romans de caractère antisémite ont été publiés en feuilleton dans la presse). Le régime a ainsi toujours la possibilité de calmer le mécontentement chronique des masses ouvrières et paysannes : il suffit d'une épuration de la *classe dirigeante* frappant de préférence les Juifs qui y sont relativement nombreux.

M. François Fejtö semble plein d'espérance pour l'avenir, il énumère des « solutions », sans se demander si le gouvernement n'a pas intérêt à prolonger le plus longtemps possible cette situation. Libre à lui de croire sincèrement à la détente, mais on se prend à douter de ses possibilités d'analyse quand on le voit écrire qu'une « vague d'antisémitisme vient de déferler sur le monde occidental ». En dehors des nombreux documents qu'il apporte, il ne faut donc pas faire un grand crédit à un essai qui parle si peu des exterminations entreprises à diverses époques, et aussi du *chantage* permanent que l'U.R.S.S. peut exercer sur l'Occident et Israël. On peut s'étonner qu'il se trouve toujours des hommes prêts à *expliquer* l'antisémitisme soviétique qui existe encore, sans chercher d'abord à le condamner.

Frédéric PIERRET.

MARGINALES

Les tabous se portent bien.

La lente et sûre dégradation, depuis quinze ans, de la vie intellectuelle en général, de la vie littéraire en particulier, est peut-être un des phénomènes à la fois les plus évidents et les moins reconnus de notre temps. Les premiers symptômes s'en sont manifestés dès le moment où ce qu'on appelle la culture est devenue de manière avérée un « département » de la vie politique. Chose curieuse, cette annexion a pris *d'abord* un caractère officiel, dès lors que, pour avoir droit de cité, les écrivains (entre autres) furent mis en demeure de détenir un brevet de « civisme », dès lors que le fait, pour eux, de figurer sur certaines listes noires ou d'avoir encouru certains interdits politiques, suffit à les rejeter dans les ténèbres extérieures. Ce qui est grave, c'est que, quinze ans plus tard, ces mesures d'exception soient toujours en vigueur. D'officielles elles sont devenues officieuses et, de ce fait, il n'y a aucune raison pour que cette situation change jamais.

En 1960, un moins-de-quarante-ans est excusable d'ignorer par exemple que deux ou trois des écrivains les plus importants des années 1930-1945 se nomment Robert Brasillach, Pierre Drieu la Rochelle ou Louis-Ferdinand Céline, leur nom n'étant pratiquement jamais cité, leurs ouvrages les plus marquants n'ayant pratiquement jamais reparu en librairie. Parmi lesdits moins-de-quarante-ans, combien savent que le plus grand roman français publié depuis la guerre s'intitule *Les deux étendards ?* C'est que son auteur, Lucien Rebatet, est en quelque sorte « interdit de succès », comme on est interdit de séjour. Il n'est pas le seul. On cher-

cherait en vain, dans la collection complète des revues ou des hebdomadaires dits littéraires de ces quinze années, une seule étude sur les écrivains « tabous » en question, voire une seule référence à leur nom ou une seule allusion à leur œuvre. Tout se passe à peu près comme s'ils n'avaient jamais existé. Ce n'est pourtant le fait ni d'une interdiction légale, ni d'une censure officielle ou officieuse, et c'est bien le pis : la critique, ou ce qui en tient lieu, se soumet en l'occurrence, par habitude acquise, par conformisme spontané, à une manière d'auto-censure que *rien* ne justifie. Car enfin, rien ni personne au monde ne fait obligation à MM. Emile Henriot ou André Rousseaux de taire l'existence desdits écrivains, rien ni personne au monde n'interdit à leurs éditeurs de ressortir leurs ouvrages, ni aux revues ou aux périodiques théoriquement voués à la défense et à l'illustration des lettres françaises de faire à ces auteurs et à leurs œuvres la place qui leur revient. On comprendrait encore, à la rigueur, qu'ils le fissent avec mauvaise humeur, voire avec mauvaise foi — mais rien n'est plus scandaleux que ce silence honteux et sournois.

Qu'on s'étonne, dès lors, si en 1960 les jeunes tiennent pour acquis qu'il ne s'est rien passé de notable dans nos lettres entre les années trente et les années cinquante, entre l'apparition du surréalisme et celle de la « nouvelle vague », et s'ils voient par exemple dans les pages « culturelles » de *l'Express* une espèce de moniteur de la pensée et de la littérature « valables », lesquelles commenceraient avec l'existentialisme pour aboutir à Françoise Sagan, à la « nouvelle vague » ou au « nouveau roman », qui n'ont d'ailleurs de « nouveau » que le nom...

Utilité des « pétitions » ?

On tenait jusqu'ici que les pétitions signées par des écrivains en faveur de leurs confrères persécutés, emprisonnés, réduits au silence par certains régimes, avaient à peu près autant d'importance et d'efficacité que le « frisson d'eau sur de la mousse » dont parlait Verlaine. On était bien près de donner raison à Jean Grenier lorsqu'il écrivait à ce propos : « Le dernier ma-

nifeste de ce genre se donne comme *une affirmation massive de l'intelligence française* qui pourrait *donner un coup de fouet à l'opinion publique.* C'est beaucoup exagérer l'importance du rôle que jouent les intellectuels ; leurs *affirmations massives* ont à peu près autant de répercussions sur les états-majors et les gouvernements que les appels des gardiens de phare privés de radio et de lumière. Un écrivain peut tout juste se joindre à quelques autres pour pousser un cri émouvant qui sera applaudi un soir de fin de semaine — et c'est tout. »

Eh bien, il paraît que ces propos procédaient d'une excessive humilité. Il paraît que si le gouvernement de Budapest s'est enfin décidé à libérer Tibor Déry, Giula Hay et quelques-uns des intellectuels hongrois emprisonnés fin 1956 « pour délit d'opinion », c'est à la suite de l'action menée depuis un an ou deux par les « comités Tibor Déry » sous la forme de campagnes de signatures et de pétitions. Je lis à ce propos dans *le Figaro littéraire :* « Pour éviter une nouvelle humiliation (l'exclusion de la Hongrie du Pen-Club international), pour prévenir d'autres mises en demeure (*sic*), un autre concert international de protestations qui auraient jeté la lumière sur son intransigeance absurde, le gouvernement hongrois a ouvert certaines portes de certaines prisons... C'est une victoire juste et belle de la solidarité des intellectuels libres. »

Mais s'il en est ainsi, une question vient tout naturellement à l'esprit : pourquoi cette « solidarité » n'a-t-elle pas joué entre 1944 et 1950 (approximativement), alors que d'autres gouvernements faisaient montre de la même « intransigeance absurde » à l'endroit d'autres écrivains emprisonnés (et parfois fusillés) pour délit d'opinion ? Comment se fait-il qu'alors il n'y ait eu ni « mises en demeure », ni « concert de protestations », s'ils eussent pu faire ouvrir « certaines portes de certaines prisons » ? On ne sache pas, notamment, que *le Figaro littéraire* se soit jamais fait, à l'époque, le défenseur des écrivains et des intellectuels persécutés pour des motifs politiques — ni même que, depuis, il leur ait ouvert ses colonnes, que ses confrères et lui-même aient jeté à la poubelle, qui eût été leur destination naturelle, les « listes noires » hâtivement dressées en 1944...

C'est que les spécialistes de la « pétition » ont en commun un trait assez curieux : pour qu'un « intellectuel » victime du pouvoir politique leur paraisse digne d'intérêt, il faut, condition *sine qua non*, qu'il soit « de gauche » — et de préférence poldève, moldo-valaque ou bantou. Il faut aussi que le pouvoir qui l'emprisonne ou le tue soit officiellement reconnu comme « totalitaire », communiste ou fasciste — car il est (curieusement) tenu pour évident que les régimes démocratiques ne répriment *jamais* la liberté de pensée et d'expression, ne punissent *jamais* le délit d'opinion. Il faut, pour en douter, n'avoir rien compris aux enseignements de ces quinze dernières années. On a déjà deviné que c'est mon cas...

On se fait à tout...

Il m'a été donné de lire ces temps derniers, sur manuscrit, la traduction de deux ouvrages, mi-romans, mi- « témoignages », qui ont pour auteurs des écrivains d'outre-Rideau de fer. L'un est polonais, l'autre hongrois. Ni l'un ni l'autre ne se donne pour communiste. Il leur arrive même de « prendre leurs distances » par rapport au régime démocratico-populaire. Mais — et c'est là le plus frappant, le plus effrayant même, quand on y réfléchit un moment — ce régime leur apparaît à l'un et à l'autre comme un état de fait dont il n'est pas question de ne pas s'accommoder, qu'il faut accepter comme on accepte la neige en hiver, certaines maladies incurables ou la mort elle-même.

Cette faculté d'adaptation fait frémir. Elle atteste la naissance, dans une partie du monde — et, demain, ce sera dans le monde entier — d'un état d'esprit pire que la décadence, pire que l'anarchie, le désordre, le désespoir, et qui est l'acceptation sans révolte d'un « ordre des choses » monstrueux, ne suscitant même plus une opposition sournoise, larvaire, fût-elle toute platonique. Lorsque l'homme et l'intelligence sont prêts à tout accepter, à s'accommoder de tout et à s'y « adapter », alors vient le temps de la Grande Termitière. J'ai peur que ce temps-là, en effet, soit arrivé — et que, d'ici dix ou vingt ans, il soit tenu, partout et par tous, pour *naturel*...

C. E.

NOTES DE LECTURES

Philippe DELHAYE : *La philosophie chrétienne au Moyen-Age* (Fayard).

« L'Encyclopédie du Catholique au XX° siècle » (collection « Je sais — Je crois », dirigée par Daniel-Rops), propose en cent cinquante volumes dont plus de la moitié ont paru une très large vue d'ensemble des problèmes de l'Eglise, prise dans son évolution des origines à nos jours, dans son organisation et son fonctionnement, dans sa position enfin à l'égard des grands problèmes humains, dans l'ordre matériel comme dans l'ordre spirituel. Il est à observer que, dans chacune des quatorze parties entre lesquelles se répartissent les tomes de cette encyclopédie, un ou plusieurs volumes traitent du moyen âge. Cela s'explique aisément le Moyen-Age étant l'époque où l'Eglise était à l'apogée de sa puissance sinon de sa gloire, et où la part qu'elle prenait dans l'édification des structures du monde futur était primordiale. En art comme en philosophie, en musique comme en politique, les activités des hommes de l'espace occidental étaient commandées par le respect du sacré et, dans une grande mesure, procédaient du sacré. C'est pourquoi nous avons successivement vu paraître dans « Je sais — Je crois », entre autres études : « Lettres chrétiennes du Moyen-Age », de Gustave Cohen, « La spiritualité médiévale », de L. Genicot, et, plus récemment, « La philosophie chrétienne au Moyen-Age », de Philippe Delhaye. C'est à dessein que je rapproche ces trois titres tant il est vrai qu'ils ont le caractère commun de traiter des aspects écrits de la foi catholique et apostolique, d'en mesurer les dimensions. S'agissant d'ouvrages d'information destinés à des lecteurs cultivés, mais non spécialisés, on ne saurait reprocher à leurs auteurs les limites très strictes qu'ils se sont imposé pour certains sujets. Cela est cependant regrettable et parfois gênant. Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple, dans l'examen de la spiritualité médiévale, M. Genicot n'accorde pas le moindre paragraphe à Gauthier de Saint-Maurice, Luc du Mont-Cornillon, Anselme de Havelberg et surtout, Philippe de Bonne-Espérance ou Adam Scot. L'œuvre de ces Prémontrés est pourtant importante. Certes, M. Genicot dit dans sa préface quil n'a retenu que « les plus marquants », mais s'il n'est pas permis de discuter le choix, du moins aimerait-on que les noms fussent cités. Ou bien est-ce parce que l'éminent spécialiste de l'histoire belge et naumuroise qu'est M. Genicot n'a pas voulu faire une trop grande place à ces Prémontrés qui, précisément, furent liés de très près à la vie du pays meusien au XII° siècle ? Et il ne les mentionne pas davantage dans son

analyse de l'ascèse. Or il semble bien que les premiers Prémontrés soient allés aussi loin dans cette voie que les Chartreux ou que Etienne de Muret, fondateur de Grandmont, dont la règle, si rigoureuse soit-elle, n'a guère plus de portée que celle que Saint Norbert donna aux Prémontés.

S'il est plus normal que M. Gustave Cohen, dans son clair panorama des lettres chrétiennes, ne cite ni Adam Scot, ni Philippe de Bonne-Espérance, écrivains avant tout « spirituels », on s'étonne encore de ne pas trouver ces noms non plus que celui de Saint Norbert, dans l'ouvrage de M. Philippe Delhaye sur « La philosophie chrétienne au Moyen-Age » qui, à propos d'Abélard, ne mentionne pas la part essentielle prise par le fondateur de Prémontré dans la condamnation du philosophe, au concile de Reims en 1121. Abélard lui-même ne mettait-il pas Saint Norbert sur le même plan que Saint Bernard, dont la gloire et les enseignements mystiques, philosophiques et, si l'on peut dire, littéraires, semblent effacer un peu trop souvent, sous la plume des érudits, celle de ses contemporains, notamment de Saint Norbert, qui fut son ami ?

M. Delhaye souligne très bien comment la philosophie et la théologie morale restent étroitement liées au Moyen-Age. Analysant les grandes synthèses exposées par les grands penseurs du VI[e] au XIV[e] siècles, de Boèce et Cassiodore à Duns Scot et Guillaume d'Occam en passant par Jean Scot Erigène, Saint Anselme, Saint Thomas, il en vient à cette conclusion, d'ailleurs curieusement fondée sur un vif et bref portrait de Nicolas de Cuses : la vision du monde médiéval, manifestement étriquée, n'en a pas moins « rendu justice à l'universalité de Dieu et de sa Providence ».

Ainsi rejoint-il Gustave Cohen qui, rappelant la formule de Saint Anselme : « Je crois pour comprendre », paraphrasée dans l'épigraphe de la collection, souligne qu'elle s'applique aussi bien à la littérature qu'à la philosophie. C'est pourquoi il faut reconnaître que les trois livres précités, en soulignant la rencontre étroite de la spiritualité et de la philosophie médiévales, réalisent clairement la synthèse de cette vive lumière que le Moyen-Age ne cesse de jeter sur les siècles suivants.

W.P. ROMAIN.

Parmi les hommes, de Lucien JEAN (Les Editions Rencontre, Lausanne).

« Lucien Jean est sans doute un moins grand écrivain que Philippe — a écrit André Gide — mais (et pour cela même peut-être) c'est un écrivain plus parfait. Les trop rares pages qu'il nous a laissées sont durables ».

Ces pages font aujourd'hui, après cinquante ans d'oubli, l'objet d'une réédition aussi attendue que justifiée. Œuvre brève, mais pleine et profonde, comme le fut la vie de son auteur, Lucien Dieudonné, qui signait : Lucien Jean. Né à Paris, en 1870, il y mourut en 1908. Trente-huit années d'un destin médiocre en apparence, de lutte contre la souffrance et la maladie, d'un intense rayonnement intérieur. « Le meilleur et le plus pur d'entre nous », le définit Henri Poulaille et Charles-Louis Philippe, son ami, l'aimait « pour la pureté de sa vie et la belle clarté de son âme ».

Le hasard, qui rapprocha ces deux hommes dans les bureaux de l'Hôtel de Ville, où ils étaient tous deux appointés au titre de « Piqueurs municipaux », donnait « un guide et un soutien » parisiens au jeune cérillyen un peu perdu dans la capitale. L'aîné, marié et père de trois enfants, ouvrait tout grand au cadet son foyer, débordant de tendresse. « C'est un véritable Saint... Cet homme contient de la lumière «, disait de lui Philippe Tous ceux qui approchèrent cette forte personnalité morale, pensent de même. Sa destinée d'homme « parmi les hommes » bien remplie — et c'était ce qui comptait avant tout pour lui —, la chance littéraire lui serait moins favorable. Quand le *Mercure de France*, deux ans après sa mort, décida de publier en un volume les nouvelles, les poèmes, les pensées de Lucien Jean, Philippe se chargea, avec joie et émotion, d'en écrire la préface ; la mort prématurée du père de *Bubu de Montparnasse* devait anéantir ce projet. Des pages inédites, des manuscrits furent ensuite détruits par la femme de Lucien Jean, dont le chagrin avait fait vaciller la raison. Enfin, la correspondance, ainsi que le carnet où Jean notait ses impressions de lectures, disparurent en même temps que le bateau torpillé où son fils, Radio de la Marine Marchande, les avait pieusement rassemblés.

Ce qui reste d'une œuvre patiente, volée aux dures exigences matérielles, distillée en marge d'une vie dont elle était l'accident, non la raison d'être, suffit à forcer l'estime. La « lumière » que l'homme contenait, on la retrouve ici, non aveuglante mais tamisée, diffuse ; c'est la lumière d'un cœur voué tout entier à l'amour des hommes et conscient par-dessus tout du caractère sacré de la vie. Une tendresse pour les humbles, une révolte contre l'ordre d'un monde où règnent la douleur et le mal qui heurtent violemment une sensibilité très fine, jaillissent de toute part, mais voilées, moins agressives, moins vengeresses que chez Philippe, souvent amer et sans nuances. Elevé, comme celui-ci, dans la religion catholique, mais comme lui détaché de toute manifestation religieuse et anticlérical sans sectarisme toutefois Lucien Jean montre une pensée profondément évangélique, comme le sont maintes pages de Philippe ; tous deux à la recherche d'une vérité qu'ils tentaient d'atteindre par des voies différentes. Le second par la littérature, le premier par sa vie exemplaire, où il s'est efforcé — comme l'écrit son pénétrant préfacier Georges Haldas — de « donner le meilleur de soi dans tous les secteurs de l'activité ». Recherche qui n'exclut pas un ordre moral et intellectuel, un équilibre intérieur où ses amis venaient chercher la paix.

Bon mari, père très fier de la grandeur de son rôle, ami toujours offert, employé modèle — « ce n'est pas le travail qu'on fait qui compte, cest la manière dont on le fait » —, il participa activement à la lutte sociale pour améliorer, par la fondation de syndicats, la condition des travailleurs, si précaire à l'époque. Il trouvait le temps, malgré des activités si multiples, qu'une santé fragile transformait en autant de victoires sur soi-même, de s'intéresser aux sciences, aux arts, de se cultiver seul — c'était un autodidacte — en fréquentant les philosophes, les écrivains les plus grands — certains, comme Dostoïewski ou Nietzsche marquant en lui des traces vives, de fréquenter quelques réunions littéraires ou anarchistes, de fonder même un cahier, *aujourd'hui*, qu'il soutint, pendant plusieurs mois, de ses pauvres deniers. Le soir, la porte close, les travaux supplémentaires

achevés, les enfants endormis, il se mettait à écrire. Dignement, sagement, lentement, comme il accomplissait toutes choses.

Tout n'est pas égal dans ces lignes : Lucien Jean n'est pas un grand artiste ; il lui arrive d'amidonner son style, de s'abandonner au symbole et à l'allégorie, voire à la réthorique. On ne saurait lui en vouloir : c'est rare. L'œil est perçant, la sensibilité toujours alertée, le goût juste. Les portraits des gamins de Paris ou des artisans de tout poil qu'il voyait s'ébattre ou se chamailler dans la cour de son immeuble et qu'il a réunis sous le titre : *Les Petites Gens de la Cité*, rapides, pleins d'humour et d'amitié, enchantent par leurs couleurs toujours fraîches : miniatures tracées à l'eau forte. *Les Souvenirs de l'Hôpital* — dont Gide écrit dans son *Journal* qu'il « les achève en sanglotant » —, ont quelque chose de plus ému, de plus bouleversant. Une infinie pitié pour la misère humaine, pour la détresse des humbles qui souffrent et meurent dans une promiscuité repoussante, mais aussi, parfois et comme par miracle, dans la chaude fraternité du malheur, s'exprime ici, sans vaine jérémiade. Si la sensibilité de Philippe s'entache, ici et là, d'une pointe de sensiblerie, qui s'atténuait d'ailleurs avec l'âge, celle de Lucien Jean reste toujours dans le ton exact. Il plaint, il aime, la colère vient fouetter son âme. Il ne se plaint jamais, ni ne se révolte pour lui-même. Pas de rugissements lyriques, pas de larmoiement romantique. Les mêmes qualificatifs reviennent pour caractériser des Nouvelles parfaites comme *L'Enfant* ou *Le Vieil Homme*, ce conte triste et cruel : tendresse, pitié, compréhension, sympathie chaleureuse, toujours tournées vers le prochain.

Les autres ont rempli la pensée de cet homme. La beauté et la justice, ses deux passions, il les enseignait à ceux qui l'approchaient, avec une intelligence qui savait allier à la raison l'élévation des sentiments. La joie de l'âme, il la trouvait dans l'action, mais dans l'action que l'amour commande et règle, dans le partage et l'approfondissement. « Il rendait les autres meilleurs » sans le savoir, sans effort, avec la simplicité loyale qui, dominante de son existence, est aussi la dominante de son œuvre.

Ginette Guitard-Auviste.

Abbé DESGRANGES : *Carnets intimes. — Journal d'un conférencier populaire.* (La Palatine).

Ce premier volume des « Carnets intimes » de l'Abbé DESGRANGES couvre la période allant du 7 mai 1908 au 9 août 1914. Les « Carnets » ont donc trait à une époque où les relations entre l'Eglise et les pouvoirs publics étaient en France singulièrement difficiles et où, en réaction contre le combisme, la puissance spirituelle paraissait un danger à beaucoup. Le rôle de l'Abbé DESGRANGES aura été, comme il l'écrit lui-même à propos d'ouvrages réactionnaires mis à l'index, ce dont il se félicite, de « pouvoir faire observer que l'Eglise réprime l'erreur aussi bien à droite qu'à gauche ». Cette assertion donne assez bien le ton de ces notes prises au jour le jour par un homme qui fut le plus virulent défenseur du catholicisme social et qui, en plus de trois mille conférences données dans tous les coins de France, porta la bonne parole aux auditoires les moins accueillants, voire les plus récalcitrants. Mais cet homme de Dieu avait ceci de commun avec les

grands moines prêcheurs du Moyen Age qu'il aimait le contact de la foule, que la contradiction l'exaltait et que sa foi soutenait sa raison et le rendait pour ainsi dire invulnérable. Ce n'est pas le moindre mérite de ces « Carnets » que de montrer comment chaque jour, chaque lutte, chaque rencontre, chaque victoire, étaient pour l'Abbé l'occasion d'une action de grâces pour ce Dieu qui lui donnait la force nécessaire à l'incessant combat que fut sa vie. Vie d'ailleurs exclusivement consacrée au bien des âmes, par l'apostolat comme par d'habiles interventions auprès du Vatican. C'est là un second aspect, également révélateur des « Carnets » : ils aident à comprendre la position véritable de Rome devant tels grands problèmes d'ordre social, politique ou plus simplement culturel, dont l'opinion s'inquiétait. Ainsi l'ouvrage débute sur la rupture de l'Abbé avec « Le Sillon », ce mouvement de tendance démocrate-chrétienne, où des hommes de bonne foi, dans leur désir d'aider et convertir les masses, avaient adopté en face de l'épiscopat une dangereuse position d'indépendance. Crise douloureuse, que l'abbé rapporte avec infiniment d'objectivité et une tristesse visible en précisant, sans jamais se donner le beau rôle, la raison de sa séparation d'avec Marc SANGNIER et l'aide qu'il tenta malgré tout de lui apporter à son insu.

Ainsi, de jour en jour, le lecteur suit aisément la vie de ce prêtre de combat, journaliste, conférencier, voyageur infatigable, humble et modeste. Il faut noter cette sorte d'embarras qu'il ne déguise pas en contant que tel prélat vient de le nommer chanoine et cette humilité vraie qui apparait chaque fois qu'il se juge lui-même. Il est surprenant, et souvent émouvant, de découvrir sous l'aspect de ce prêtre solide, imposant prodigieusement sa présence par sa voix magnifique, son regard perçant, sa corpulence et sa vivacité, une âme pénétrée de douceur et de simple abandon aux desseins de la Providence. Et dans tout cela, sous-jacente, l'intelligence aiguë et toujours en éveil, qui lui permet de tracer d'une plume alerte des portraits plaisamment enlevés, tel celui de l'idéaliste Abbé de Létang, ou du Cardinal Rampolla et autres prélats romains. Certaines notations sur le pèlerinage à Jérusalem, en 1912, sont étonnantes de vie.

Le style fait beaucoup pour l'agrément de la lecture. Soutenu, égal, il livre des pensées ou expose des opinions, des observations, avec une rare précision, sans rechercher l'effet, sans fioritures. L'emploi habituel de l'indicatif présent donne (comme dans les ouvrages de Jacques CHEVALIER) une vive impression de vécu, de sorte que, très souvent, le lecteur croit « entendre » le narrateur. Dans un avant-propos sensible, discrètement déférent, mais combien émouvant, M[me] Denise AIMÉ-AZAM souligne justement combien l'esprit de finesse hérité de ses ancêtres terriens voisinait chez l'Abbé avec l'ardeur et l'oubli de soi, qualités dominantes de cet apôtre, dont on comprend mieux, de page en page, l'extraordinaire popularité et l'ascendant qu'il a pu exercer sur tant de princes de ce monde et sur tant d'humbles ou de révoltés. Un seul regret peut-être : on peut se demander si l'ouvrage n'eût pas gagné à être quelque peu allégé. Du fait même de la ligne droite que suivaient l'activité et la vie de l'Abbé DESGRANGES, du but unique qu'il s'était assigné et de l'uniformité rigoureuse des moyens qu'il employait — la presse, les conférences, les réunions publiques, les rencontres diverses, etc... — apparaissent inévitablement dans ces « Carnets », des répétitions, des redites, et parfois des longueurs. L'on comprend les scrupules des éditeurs. Il reste cependant que si l'ensemble des « Carnets » doit paraître (et ils s'étendent jusqu'à l'année

de sa mort) il sera peut-être nécessaire d'envisager quelques résumés pour conserver tout leur sens aux passages les plus significatifs, qui abondent d'ailleurs.

W.P. ROMAIN.

Pierre FONTAINE : *U.R.S.S.-U.S.A.* (« Les Sept Couleurs »).

Il s'agit là d'une confrontation véhémente des deux colosses, d'un examen de leurs buts, de leurs moyens. Puisque nous dépendons, comme tout le monde, des décisions de ces deux protagonistes, essayons de comprendre leur mécanisme.

Les buts : la possession du monde. Moyens : économiques, surtout pour les U.S.A., idéologiques, politiques pour l'U.R.S.S. qui ne dédaigne pas l'économique, d'ailleurs, si elle y trouve profit.

Problèmes américains : les complexes (ainsi la rancune envers les anciens colonisateurs), l'impérialisme réel confronté à un anti-colonialisme d'exportation, l'attitude nouveau riche, la versatilité — c'est-à-dire l'absolue indifférence envers tout ce qui n'est pas intérêt américain, le racisme, l'esclavagisme de fait que le doux nom de syndicalisme ne masque pas bien, la puissance des organisations criminelles, et bien entendu les brimades que subit l'agriculture méprisée (et pourtant...) dans un pays où ce qu'on pourrait appeler « industrialisme » est la seule religion vraie. (Le paradis se gagnant en gagnant beaucoup, beaucoup d'argent).

En face, un nationalisme soviétique qui perpétue l'antique nationalisme impérial. L'auteur ne voit aucune solution de continuité entre l'ancienne et la nouvelle ligne politique. Celle-ci est maintenant servie par une industrie et une technique dont les progrès sont difficilement contestables. Quant à la coexistence pacifique elle doit être considérée comme une proposition sincère, la paix étant « une arme indispensable » à l'U.R.S.S. Elle en a besoin pour améliorer le niveau de vie de son peuple, achever sa « révolution sociale ». Et par ailleurs les U.S.A. ne peuvent plus être des compétiteurs sérieux à l'économie soviétique, celle-ci étant non-capitaliste, donc avantagée. Et si le désarmement était accepté par les U.S.A. et mis en pratique, le chômage augmenterait, la désorganisation croîtrait, d'où troubles dans l'économie, troubles sociaux — tout ceci ne pouvant que servir l'U.R.S.S.

De toute manière celle-ci va vers la suprématie industrielle. Quant au niveau de vie, on va lui faire faire d'énormes progrès. Enfin, son gouvernement par un parti unique sans concurrence est une force supplémentaire : le futur premier pays du monde, le voilà, c'est l'U.R.S.S.

Alors sera-ce l'entente ou la guerre ? L'U.R.S.S est dynamique, en pleine évolution en face des U.S.A. qui n'ont pas su et ne sauront pas s'adapter...

Et l'auteur ne croit pas à la longue vie de la paix L'U.R.S.S. vaincra les U.S.A à l'usure et au souffle, ceux-ci perdront la tête et finiront par brusquer la dernière explication — car ce ne peut être que la dernière, si l'on examine un peu les armements respectifs... En ce qui nous concerne, Français, il est trop tard pour jouer un rôle décisif en Europe. Il faut s'y résigner, s'y faire et s'organiser pour être un petit pays heureux comme la Suisse. L'auteur voit là notre seul moyen de ne pas mourir peut-être, pour l'U.R.S.S. ou les USA.

Georges PHILIPPE.

Georges VAUCHER : *Gamal Abdel Nasser et son équipe* (Julliard).

Espérons pour Julliard que les bénéfices réalisés par ailleurs lui permettent toujours d'éditer des livres comme celui-ci ; car ce n'est pas là-dessus qu'il faut compter pour le chiffre d'affaires. Ce n'est pas une biographie, mais une histoire sainte. Ainsi la famille de Nasser était bien entendu, connue pour son « courage, sa générosité, son intelligence ». C'est évidemment une famille humble. Nasser lui-même ? Un petit garçon sérieux, appliqué, sage, mûri avant les autres... Et tout à l'avenant. De l'enfance au collège, du collège à l'Armée, Nasser est le bon héros, toujours grave, pensif, qui ne plaisante jamais et ne lit que des livres sérieux. C'est de l'imagerie arabe dans toute sa criardise avec, pour sous-titres, un laïus dans le genre de celui qu'on peut lire sur les boîtes de pain complet suisse.

Ainsi, un détail m'a paru bien plus significatif que les monceaux d'éloges roses prodigués par ailleurs, deux même : d'abord, la résolution incrustée dans l'âme du héros, de faire réussir sa révolution, se pétrifie à jamais au moment où Nasser est refusé la première fois qu'il essaie d'entrer à l'Académie militaire : le réflexe de raté est chose habituelle aux révolutionnaires, même ceux qui réussissent leur révolution par la suite ; et deuxièmement, après avoir été refusé à l'Académie militaire, Nasser essaie d'entrer à l'Ecole de la Police...

Non, il y a une nuance entre dithyrambes et biographie. D'autre part, les références de M. Vaucher sont presque exclusivement des textes publiés après la prise de pouvoir de Nasser. Ce n'est pas sérieux. Quant à l'aperçu qui nous est donné des montagnes de haine que les Anglais, là comme partout, avaient accumulé contre eux-mêmes, c'est un aperçu vrai, mais pas neuf.

— Mais quid de la raclée infligée par les Juifs aux Egyptiens en 1948 sans parler de l'autre, direz-vous ? — Il n'y eut qu'un héros dans l'armée égyptienne... — Qui donc ? — Mais Nasser, voyons... — Je n'invente rien...

Un chantre égyptien n'aurait pas fait mieux : ou pire : ni plus pâle, ni plus plat, ni plus niais — en tous cas —.

Georges PHILIPPE.

LES ARTS

Trésors d'Art de l'Inde au Petit-Palais

Après l'Art du Japon, au Musée d'Art Moderne, magnifique exposition qui n'eut auprès du grand public ni l'audience, ni le succès qu'elle méritait, après celle de la Chine ancienne au Musée Guimet, plus restreinte, le Petit-Palais présente aujourd'hui « *les Trésors d'Art de l'Inde* ». Exposition prestigieuse et qui nous permet d'accomplir le périple de cet Art de l'Extrême Orient, expression des grands foyers de culture et de civilisation, dont la connaissance s'avère de plus en plus indispensable si nous voulons effectuer une prise de conscience de l'Art asiatique, contribution capitale à cet Art du Monde qui sera peut-être le support, sinon le plus efficace, en tout cas le plus réel du rapprochement Orient-Occident. L'Art est le seul terrain d'entente, la seule possibilité de communion spirituelle entre les peuples de la terre que séparent les particularismes ethniques, les idéologies partisanes, ambitions politiques et exigences économiques respectives.

Pour la première fois sans doute un ensemble aussi complet, comprenant un millier de sculptures, peintures et objets d'art divers, nous permet d'avoir une vision panoramique de cet art, qui n'est, à vrai dire, pas celui d'un pays mais, au regard de l'Europe, celui d'un continent, la péninsule indienne offrant en importance et en diversité l'équivalent de la péninsule européenne, pointe occidentale du grand continent euro-asiatique, comme l'Inde en est la pointe méridionale. En tout état de cause une manifestation de ce genre ne pouvait répondre qu'à une sélection extrêmement limitée et il faut féliciter les savants allemands du choix qu'ils ont fait, en accord avec leurs collègues indiens, pour cette exposition qui avant d'être présentée à Paris l'a été à Essen et à Zurich. Si dans cet ensemble quelques touristes mal informés, qui ont eu de l'Inde une vision pittoresque et folklorique, ne reconnaissent pas son visage, c'est qu'ils négligent sans doute celui de l'Inde éternelle pour ne retenir que celui que leur a offert l'Agence Cook.

Dans un raccourci aussi bref il est difficile de rendre compte d'une manifestation de cette importance, derrière laquelle s'amorcent tant de perspectives. Par sa situation, par son histoire l'Inde ne s'offre pas à nous comme une entité absolument définie ; l'Inde est un lieu de rencontre, autant qu'un vaste

creuset dans lequel des éléments d'origine et de caractère hétérogènes se sont fondus. Cependant l'Inde a son propre génie, dont témoignent hautement quelques centaines de chefs-d'œuvre ici rassemblés.

⁂

Pédoncule géant fixé à la base méridionale du continent asiatique, partageant en deux l'Océan Indien, à égale distance des rivages de l'Afrique et de ceux de la Chine, arrosée et pénétrée par le cours de ses deux grands fleuves, l'Indus et le Gange, le premier débouchant sur le golfe d'Oman, le second sur le golfe du Bengale, cloisonnée au nord par la grande chaîne himalayenne, en communication par ses défilés montagneux, à l'est avec les provinces sud de l'Empire chinois, à l'ouest avec les marches du vieil Empire iranien, la péninsule indienne est comme un grand éventail dont le nœud serait l'extrême pointe de ses provinces méridionales, les nervures, ses autres provinces et anciens royaumes s'articulant jusqu'à l'extrême ouverture de l'arc, tout le long des lignes de pénétration ou d'invasion, routes d'étape des conquêtes violentes et pacifiques. De cette configuration géographique est résultée la carte archéologique et historique de l'Inde, étrange et merveilleuse mosaïque, dont la configuration et la signification risquent de nous échapper si l'on ne tient pas compte des facteurs qui l'ont déterminée.

Chronologiquement l'Art de l'Inde peut se diviser et se résumer en six grandes périodes d'importance et de durée variables :

1° *Ere des civilisations proto-historiques de l'Indus,* que nous ont révélé les fouilles de Mohenjo-Daro et celles d'Harappa, qui va du 3ᵉ millénaire jusqu'au 16ᵉ S.A.C.

2° *Epoque Maourya, style de Bharhout,* consécutive à la campagne d'Alexandre le Grand, toujours sur les rives de l'Indus, qui est celle du premier grand Empire indien et va du 4ᵉ au 2ᵉ S.A.C., voyant les premières manifestations de l'iconographie boudhique, le style de Sanchi parachevant celui de Bharhout au 1ᵉʳ S.A.C.

3° *Ecole de Mathoura,* Mathoura, grande cité, capitale du nouvel Empire des Koushanas, peuple venu d'Asie Centrale, ayant conquis les possessions gréco-iraniennes du nord-ouest ; participant des styles gréco-boudhiques, épanouissement dans les provinces occidentales, enjeu des invasions successives persanes, grecques, scytho-iraniennes ou parthes, d'un art hybride ayant pour fond une esthétique étrangère à l'Inde et pour programme une iconographie spécifiquement indienne se rapportant essentiellement au boudhisme, période allant du 1ᵉʳ S au 5ᵉ et 6ᵉ S. de l'Ere chrétienne ; parallèlement, dans les provinces restées à l'abri des invasions étrangères, au sud-est, se développait l'Ecole d'Amravati, prolongeant avec un accent indien plus intense les styles de Bharhout, Sanchi et Mathoura.

4° Du 4e au 6e S., sous la conduite d'une dynastie, fondatrice d'un nouvel Empire, coïncidant avec une reprise du brâhmanisme traditionnel effacé un temps par la réforme boudhique, s'épanouit *le style classique de l'Inde, celui des Gouptas.*

5° Du 7e au 9e S. et dans les diverses provinces de l'Inde à nouveau divisée se prolonge le style précédent jusqu'à la *longue période de l'Inde médiévale,* durant laquelle l'art brahmanique atteindra son apogée dans une association de plus en plus étroite de la plastique et de l'architecture et cela du 9e au 15e S. ; le particularisme des diverses provinces indiennes s'accentue, s'affirmant comme un facteur de décadence ; l'intrusion de l'Islam qui, à partir du 13e S et après les premières entreprises des conquérants musulmans remontant à l'hégire, étend et affermit son emprise sur les principautés indiennes vassalisées fondant l'Empire moghol, devait contribuer à cette sclérose progressive de l'Art indien coupé de ses sources originales et se survivant en des pratiques artisanales stéréotypées, cela jusqu'à la chute de l'Empire moghol, à la fin du 18e S., laquelle coïncide avec les premiers établissements anglais et le début de la période coloniale.

Cette vue nécessairement très schématique du développement de l'Art indien, en fonction des grands événements historiques de la péninsule, n'a pour but que de servir de trame à une projection de cet art considéré comme une réalité organique vivante se mouvant dans un cadre déterminé. En dépit des servitudes iconographiques, des tendances religieuses et idéologiques cet art s'affirme avec une réelle unité en fonction sans doute de ce génie secret qui est l'âme d'une race ou d'un pays, — selon que l'on postule l'ethnie ou le milieu comme support d'une culture, — surmontant ou intégrant toutes les influences extérieures prolongées ou accidentelles.

Si on voulait caractériser les grands foyers artistiques du monde par un signe qui les exprime, accordant à la Grèce ancienne *la ligne sinueuse,* en laquelle se résume la science des passages et son génie de la forme modulée, à l'Egypte *le triangle,* qui définit le rapport des lignes géométriques dans lequel s'inscrit l'art architectonique des maîtres d'œuvres égyptiens, ordonnateurs de toute forme construite, sculptée ou peinte, à la Chine *la volute,* qui est le signe essentiel de ce peuple qui a porté si haut l'art de la calligraphie et ordonné toutes choses en fonction du paraphe où s'inscrit aussi bien le galbe d'un vase, la silhouette d'une pagode, le sein parfait d'une concubine impériale, il faut accorder à l'Inde *le cercle,* qui délimite le contour, *la sphère,* qui fait s'épanouir le fruit. Sa plastique féminine, identique à toutes les époques et dans tous ses styles particuliers, témoigne hautement de ce sens inné et profond de la forme, qui donne à l'Art de l'Inde son visage essentiel. S'alliant au génie modulateur de la Grèce il aboutit à ces manifestations exquises de l'Art gréco-boudhique, si proche par

tant d'analogies de notre Art médiéval, né lui aussi de fécondations analogues du vieux fonds celtique par l'apport gréco-romain. Accueillant par-delà ses marches occidentales les apports iraniens, que renforceront par les marches du nord-ouest les acquêts scythes et mongols, participant des mêmes lointaines origines, l'Art indien aura certains aspects dépouillés et aigus, qui ne sont pas le moindre étonnement des visiteurs d'une exposition où ils s'attendaient à plus de luxuriance. Enfin fécondé par les influences orientales, chinoises, l'Art de l'Inde multiforme et cependant toujours lui-même revêtira les aspects de ce calligraphisme expressif et souvent baroque, qui ordonne les bas-reliefs comme des flammes ou de foisonnantes arborescences.

Il est aussi un facteur qui n'est pas négligeable pour la compréhension — disons mieux, l'appréhension — de l'Art indien, le facteur technique. Les matières comptent beaucoup, surtout dans le domaine plastique et il semble qu'en dépit des ressources locales, l'art d'une certaine époque trouve dans un certain matériau les correspondances propres à manifester ses tendances. C'est ainsi que l'Art tranquille de Mathoura, un des plus nobles, un des plus beaux qui soient en Inde, s'inscrit en des grès, aux surfaces mates, au reflet rose d'épiderme humain. L'art plus maniéré et la plastique plus divisée des styles post-goupta s'accommodera des basaltes au grain très dur ayant des polis de bronze, sur lesquels la lumière glisse comme sur un miroir donnant cette sensation d'irréalité propre aux matières trop parfaites.

L'Exposition du Petit-Palais doit se parcourir longtemps, dans une attitude réceptive laissant parler les œuvres. Je dois dire que cette attitude est singulièrement facilitée par l'excellente présentation due à Madame Suzanne Kahn, nouvelle conservatrice, succédant à André Chamson, dont elle fut la meilleure collaboratrice dans les successives manifestations d'Art ancien et moderne, qui depuis quinze ans nous ont enchanté au Palais des Beaux-Arts de la Ville de Paris.

La nature-morte et son inspiration à la Galerie André Weil

Après *les Peintres inconnus ou méconnus du XVIIe siècle,* à la Galerie de l'Ancien Hôtel de Croy, voici dans un cadre moins noble mais tout aussi accueillant une autre belle exposition, consacrée à la Nature morte et à son inspiration. Il faut compléter le titre de cette exposition montrant des œuvres de diverses écoles, choisies encore dans ce *XVIIe siècle,* qui suscite de plus en plus et très heureusement d'ailleurs la curiosité des amateurs en sollicitant leur goût,

Faut-il voir dans cette tendance si heureusement amorcée par une série de manifestations, dont la première en date fut, il y a vingt-cinq ans, l'admirable Exposition faite au Musée de l'Orangerie des « *Peintres de la Réalité* », les prodromes d'une renaissance du goût, un renversement de la tendance, qui a porté si fâcheusement les jeunes générations vers un art informel, dépouillé de toute résonnance humaine, opérant en vase clos ? J'ose l'espérer.

Remercions, en tout cas, Madame Anne Wertheimer, qui joint au discernement acquis dans la fréquentation quotidienne des choses d'art l'information résultant d'une large culture, de nous avoir proposé cette belle réunion de tableaux et d'objets d'accompagnement : orfèvreries, cristaux, instruments de musique, céramiques, fleurs vivantes, destinés à recréer le climat. Un seul reproche, mais c'est un beau reproche, la présentation y est trop serrée et dans un cadre aussi restreint 2 toiles ou dessins constituent un garde-manger risquant de nous écœurer par excès d'abondance. Mais cette réserve faite, répondant à une impression d'ensemble, reste le tête-à-tête, qui sera pour l'amateur une joie profonde.

Cent tableaux de collections privées, de Bonnard à de Staël à la Galerie Charpentier

Après Gauguin, qui suscita la curiosité légitime de plus de 150.000 visiteurs, la Galerie Charpentier nous offre, selon sa recette habituelle, un cocktail de cent tableaux appartenant à des collections privées, *de Bonnard à de Staël.*

Disons tout de suite que ce breuvage agréable comporte dans ses éléments composants le meilleur, le bon et le moins bon. La critique est facile, l'art est difficile même celui des sélections, car pour sélectionner il faut des tableaux en nombre et qualité suffisante et des sélectionneurs. Les trouve - t - on toujours à Paris ? Quant aux deux étiquettes qui ferment le colis, pour « Bonnard » je suis d'accord, c'est celle d'une très grande marque. Pour « de Staël », et bien que j'éprouve du respect pour la mémoire de ce jeune artiste, qui ne manquait ni de distinction, ni de talent et qui se suicida, dit-on, par désespoir professionnel comme Vatel et le baron Gros, je trouve le rapprochement incongru. Les deux tableaux présentés ne sont pas pour me faire changer d'avis, car ils sont l'un et l'autre mauvais.

Ceci dit, il y a dans la sélection Charpentier quelques incontestables chefs-d'œuvre, ne serait-ce que l'admirable « Femme drapée », de Picasso, la « Femme grecque », de Fernand Léger, morceau démonstratif de ce peintre-ajusteur, deux admirables

paysages *fauves* de Raoul Dufy, la « Nature morte à la poire » de Roger de la Fresnaye, « Le Guéridon », de Juan Gris. De beaux Pascin, deux Gromaire de qualité exceptionnelle, de très médiocres Van Dongen, des paysages fauves de Derain et de Vlaminck de qualité assez contestable. Mais que viennent faire ici les « artichauts » de ce ressucité périodique, qui a nom Fautrier, génie circonstanciel, auquel la Biennale de Venise va consacrer une rétrospective personnelle de 130 toiles ?...

Le XVe Salon des Réalités nouvelles, au Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

Rien qui soit réel, rien qui soit nouveau. Je dois dire cependant en toute honnêteté que par comparaison avec « Comparaisons » (1), ce salon offre une homogénéité et une tenue au service d'une conception et d'une tendance qu'il faut admettre ou ne pas admettre et à cette question préjudicielle j'espère que la série d'articles publiés dans la présente revue sous le titre général « Existe-t-il un Art de l'Informel ? » apportera à défaut d'une réponse positive quelques clartés pouvant aider chaque lecteur à se faire une opinion. Je me dispenserai donc de commentaire général ou particulier. Il semble cependant que pour l'amateur sans parti-pris, mis en présence des meilleurs témoignages de talent d'un certain nombre d'exposants il puisse entendre cette voix : « Voyez ce que je serais capable de faire, si je ne m'interdisais de faire quelque chose. Voyez quelles sont les ressources de ma palette, mon sens possible des valeurs, les possibilités de mon écriture. Quel tableau ne peindrais-je pas, si d'aventure j'éprouvais le désir d'en faire un ? Bertholle, Bissière, Bryen, Corneille, Dmitrienko, Kallos, Vieira da Silva et j'en passe. Que de talents, que d'occasions manquées !... Je connais d'assez étonnantes feuilles d'esquisses, d'études de peintres qui avaient nom Géricault, Delacroix, Renoir, Cézanne... mais qui pour notre joie ont eu d'autres ambitions que virtuelles, composant et peignant d'admirables tableaux qui témoigneront du génie de l'homme, tant qu'il y aura des hommes qui sentent et qui pensent.

(1) A propos de ce Salon, j'ai mis en cause dans ma précédente chronique les fonctionnaires de la Direction des Beaux-Arts de la Ville de Paris. La vérité m'oblige à dire qu'ils n'ont qu'une responsabilité très accessoire dans l'organisation de ce Salon due à l'initiative privée des membres de son comité.

Expositions qui méritaient d'être vues :

Celle de *Kallos*, à la Galerie Pierre Loeb. Pour le Catalogue de cette exposition Pierre Loeb a écrit une remarquable préface, sur laquelle j'aurais prochainement l'occasion de revenir.
Celle de *Staatz*, à la Galerie Simone Heller.

F.-H. LEM.

Christiane Sabatier, à la Galerie Paul Ambroise

Il y a onze ans, une toute jeune fille arrivait à Paris avec un cahier d'aquarelles rapportées de l'île d'Yeu qui étaient bien tout le contraire « d'aquarelles de jeune fille ». Sans doute avait-elle conscience du parti pris de violence qui l'inspirait pour s'affirmer ? Toujours est-il qu'elle travaille dès lors dans le silence et la retraite. Et voici que Christiane Sabatier nous apporte aujourd'hui une sélection sévère de vingt-six toiles et de quelques aquarelles. Compositions construites à l'atelier au prix d'innombrables études, la peinture de Christiane Sabatier nous fait heureusement pénétrer dans le monde fantastique qui est son domaine familier, aussi familier qu'il pouvait l'être à Hyeronimus Bosch.

Sa symbolique est souvent hermétique et l'on pourra gloser et l'on glosera, à coup sûr, mais le mystère qu'elle recouvre est d'une singulière densité, fondé sur une facture d'une exceptionnelle solidité, par exemple, dans ses nus admirables et dans ses paysages qui ouvrent à nos yeux des horizons de rêve ou de cauchemar. Elle sait aussi toutes les ressources d'un art subtil et rien ne justifie mieux le titre « la Grâce d'exister » que le pied de cette femme, immergé dans une onde bleue transparente.

Saluons aujourd'hui cette première affirmation en toute certitude d'un grand avenir.

J. M. A.

LES SPECTACLES

" La dolce vita "
ou
Tartuffe par lui-même

Toute l'Italie en a parlé, les « milieux » en ont disputé, le Vatican en a débattu : il était blâmable de représenter aussi crûment le mal, il était par contre louable d'en montrer si clairement les déplorables effets ; tout était faux, tout était vrai ; il est d'un grand pays de savoir critiquer soi-même ses propres défauts, il est criminel d'exporter une telle image de son pays que l'étranger malveillant aura tôt fait de généraliser ; les droits de l'Art ont des limites, monsieur ; vous n'allez tout de même pas censurer Fellini dont le monde entier attend la création.

Et les murs de Rome ont vu, en lettres de néon « La dolce vita », le dernier chef-d'œuvre de Fellini. La censure s'était inclinée, le Vatican avait consenti. Le *Fiamma* annonçait « en seule exclusivité dans ce cinéma pour toute la saison ». Le prix des places était augmenté. En cinq semaines le coût du film, pourtant fort élevé, nous dit-on, était couvert et la marche triomphale continuait en Italie avant de s'avancer vers l'étranger.

***

Donc Fellini, toujours à l'avant-garde, avait encore une fois fait œuvre de scandale et de courage. Il s'était attaqué

à un dragon qui n'est pas sans défense, à cette *société* italienne qui ne croit qu'au plaisir. Il voulait montrer que cette douceur de vivre (ainsi nommée par antiphrase, chacun l'a compris), fondée sur l'ennui et l'argent n'est que le contraire même du bonheur.

N'ayant vu jusqu'à présent aucun des films de Fellini — pas même la si célèbre Strada — nous étions dans le plus parfait état d'impartialité. Nous aurions pu éprouver quelque méfiance devant cette entreprise de dénonciation du plaisir — il n'y en a pas trente-six sortes — qui est toujours le signe d'esprits médiocres et bornés. Mais enfin il pouvait y avoir là-dedans quelque force pamphlétaire... et puis on ne résiste pas à un tel « entrez, entrez et vous verrez ». Nous sommes donc entrés et nous avons vu.

Nous avons vu la plus monumentale niaiserie du siècle. Et niaiserie, oui, ce film en abonde comme rarement vue. Mais il y a quelque chose d'autre de plus subtil et qui donne son seul intérêt au spectacle : un mélange révolutionnaire-réactionnaire bien dans le goût de l'époque et qui mérite que l'on y regarde d'un peu plus près.

∴

Marcello, jeune et beau journaliste romain, est conduit à l'occasion d'une enquête dans différents *cercles* de la capitale Il découvre qu'il s'agit en vérité — le jeu de mots involontaire n'est pas dans le film — des sept cercles de l'enfer de la trop grande richesse et de l'oisiveté. De cet argument on devine aisément la construction très simpliste du film : une série de sketches, entre lesquels le seul lien est la personne de Marcello, nous montre en une série de tableaux... tout ce à quoi l'on peut *s'user* lorsque l'on n'a pas un but dans la vie.

On a envie d'employer ce ton, inévitable pour parler d'un film au si burlesque relent de Pierre L'Hermite.

Ce n'est pas le vilain « Monsieur en gris » mais cela pourrait bien s'appeler « Les débordements de Châteauroux ou La province en folie ». Car tout cela dégage un fumet de province irrésistible. Un journaliste et quatre photographes sautillants forment toute la presse qui se précipite « sur les gros coups » comme le même barbu revenait tous les quatre ou cinq mètres dans l'armée d'Hamilcar des premiers temps du muet.

Un sketch est particulièrement amusant. Le père du journaliste est venu voir ce dernier *à la ville*. Le soir ils sortent ensemble dans un lieu de perdition — je crois que le Night club de Lille doit être plus élégant — ils boivent deux bouteilles de champagne avec une jeune danseuse — rencontrée là mais amie du journaliste bien entendu — que le père veut raccompagner chez elle. Un malaise le rappelle bientôt à la sagesse et il comprend qu'il fait mieux de fuir les tentations de la ville (premier thème typiquement réactionnaire) et de retourner à la maison. Une autre séquence qui a beaucoup servi à la publicité du film. Une vedette de cinéma de passage à Rome — c'est à l'écran Anita Ekberg — a dansé avec des amis tout au long d'une chaude soirée d'été puis, partie se promener à travers la ville, elle découvre la Fontaine de Trevi dans laquelle la fantaisie lui prend de descendre et, vêtue de sa robe du soir d'y faire quelques pas.

Sans doute faut-il être d'une grande dépravation pour ne pas voir ce qu'il y a de particulièrement odieux dans ce geste. Est-il mal de gâter ses vêtements que la vieille grand-mère devra ravauder le soir ? ou est-il interdit de manifester dans la vie la moindre fantaisie et la moindre indépendance ? Et il semble bien que ce soit cela. Car ce film qui se donne une renommée révolutionnaire — on ne craint pas de s'attaquer à la vieille aristocratie, à l'argent ! — est le film le plus conformiste, le plus petit-bourgeois qui soit.

Au cours d'une soirée chez une vieille famille romaine.

on essaie de faire tourner les tables et une jeune femme subit une sorte de crise nerveuse. Là encore l'exemple est frappant. Le scénariste veut-il nous dire que les nerfs des riches sont plus faibles ? ou croit-il que seul les aristocrates riches s'intéressent à ce genre de problèmes ? ou encore indique-t-il que ces domaines de recherches mêmes sont signe de décadence. Et il semble bien que ce soit cette troisième réponse la bonne. Car là encore il est d'un conformisme sans borne. Enfin il y a un clou. Et bien entendu il est franchement d'allure érotique, comme tout le film l'était sournoisement. Mais alors là c'est l'horreur ! Au cours d'une soirée — non, j'hésite à dire — au cours d'une soirée un peu animée, une jeune femme fait le pari qu'elle aussi peut faire un strip-tease... et elle se déshabille.

Là-dessus on ne peut plus rien ajouter, il n'y a qu'à terminer le film. D'ailleurs l'aube vient, tous ces invités maudits vont voir le jour se lever sur le bord de mer tout proche. Seul le sourire d'une jeune fille rappelle le souvenir de la pureté perdue.

Même dans cette dernière séquence, qui est cinématographiquement belle et très bien photographiée, il y a un sous-entendu : plein air et santé, plein air et vertu qui est insupportable. Le scénariste n'oublie qu'une chose, c'est qu'on peut aimer *à la fois* une soirée qui dure un peu et l'aube au bord de la mer, et que ce n'est pas un signe d'intelligence ni de progrès que de s'être fait un cerveau à une seule entrée.

En revoyant les superbes palais romains où à chaque pas l'austérité la plus noble évoque le plaisir le plus libre, dans un dialogue qui contrairement à l'Espagne est de cette terre même, à la seconde où l'on pénètre dans la sublime cour du Palais Spada, on se demandait si vraiment ce dernier sketch montrait un si grand crime. N'y a-t-il danger plus grave à dénoncer en 1960 ? Et les fêtes du seizième siècle italien témoignaient-elles d'une si gran-

de décadence ? Elles avaient plus de style ? Alors il fallait dénoncer l'absence de style dans le plaisir, cela était un sujet fort, mais difficile. Tandis qu'il semble que ce que l'on dénonce ce soit justement la recherche d'un style. Ou plus vraisemblablement est-ce la haine et la peur du plaisir, de toute fantaisie qu'on révèle presque inconsciemment.

Le plaisir possède en tout cas un grand avantage, c'est qu'il est facile à éviter. Si cela ne plait pas, il est mieux de s'écarter que de crier très fort son mépris. Car en outre cela risque de ne pas entraîner la conviction. Deux jours après avoir vu « La dolce vita » j'assistais à un spectacle d'un petit théâtre satyrique romain. Deux chansonniers obtenaient grand succès : les deux compères dialoguaient sur le film en vogue, ils incarnaient deux bons citoyens hypocrites qui affirmaient tous deux que tout y était faux tout en montrant par leur science que tout y était vrai. Le passage sur le dernier sketch notamment provoquait de gros rires vengeurs. Or, une seconde avant le même public avait applaudi et dans une seconde il devait applaudir... quoi, des strip-teases ! Tartuffe aujourd'hui n'est pas si bête que de monter cabale contre la pièce qui le peint, il applaudit très fort et feint de ne pas se reconnaître. Il est vrai, ce qui est encore plus fort, que c'est Tartuffe lui-même qui a écrit la pièce. Ce mélange de démagogie et de conformisme forcené, ce Saint-Sulpice du scandale ne constitue pas un ensemble bien sympathique et fait craindre qu'il faille donner raison à Jean-François Revel dans son jugement sur ce Monsieur Fellini. Mais cette fois c'est peut-être la niaiserie qui perdra Tartuffe.

Bernard VORGE.

COMMUNIQUÉ

Création d'une Fédération des Etudiants Nationalistes

A la suite de l'inadmissible prise de position de l'Union Nationale des Etudiants de France, lors de son 49e Congrès en faveur du F.L.N. par 544 mandats contre 104 et 137 abstentions, de nombreux étudiants français désireux de marquer leur désaccord formel avec cette organisation qui prétend abusivement les représenter, et soucieux d'exprimer le point de vue de tous ceux qui, conscients de leurs responsabilités, entendent défendre leur nation menacée, ont décidé de se grouper en une « Fédération des Etudiants Nationalistes ».

La « F.E.N » se fixe pour objectif de lutter contre l'influence marxiste dans l'Université et tout particulièrement dans l'organisation syndicale que l'indifférence et la légèreté des étudiants nationaux ont livrées aux groupements d'obédience communiste ou progressiste.

La « FE.N. » entend participer à l'édification de l'avenir français dans laquelle la jeune génération et les étudiants ont un rôle prédominant à jouer. Elle est consciente de l'inadaptation politique, technique et sociale de la France qui perd chaque jour un peu plus sa position de grande puissance et elle constate que ce sont les institutions et les équipes politiques actuelles qui, par leur incohérence et leur inefficacité, sont responsables au premier chef de cet état de choses et de l'aggravation de problèmes pour lesquels on ne peut ou ne veut pas trouver de solution. Elle en tire la conclusion que des transformations réellement révolutionnaires doivent s'opérer tant dans la forme de l'Etat que dans les milieux dirigeants où l'imagination la lucidité et la force de caractère sont des vertus inexistantes. Se refusant à envisager un Etat basé sur les fausses conceptions d'un marxisme profondément étranger à la civilisation européenne, elle considère que seul un Etat construit sur les principes nationalistes pourra redonner à la France son équilibre et lui permettra de retrouver le sens de la mission civilisatrice.

La « F.E.N. » utilisera toutes les formes normales d'information pour faire entendre la voix des étudiants qui n'acceptent pas d'être représentés par les ennemis de leur pays. *Elle s'efforcera également d'apporter aux étudiants, au moyen de conférences, cercles d'études, publication les éléments concrets d'information sur les grands problèmes nationaux, qui leur sont le plus souvent refusés.*

Elle met au premier rang de ses préoccupations et de son action la propagation de la solution d'intégration territoriale de l'Algérie à la mère Patrie et le soutien de tous ceux qui luttent pour maintenir *l'Algérie Française.*

La « F.E.N. » groupe dès maintenant des étudiants tant à Paris qu'en province (Algérie comprise). Cependant elle se bornera volontairement à une organisation parisienne durant la fin de cette année universitaire. *Elle se fixe pour objectif l'organisation d'une « conférence nationale » au début de l'année universitaire* 1960-1961 *où sera fixée l'organisation de ses sections de province, ainsi que la composition de son secrétariat national et sa participation au syndicalisme étudiant.*

Au moment où l'actualité internationale montre le rôle déterminant que peuvent avoir les étudiants sur le destin de leur pays en *Corée* et en *Turquie ;* en souvenir de l'héroïsme des étudiants de Budapest secouant le joug soviétique ; *en hommage au courage des étudiants de Paris et d'Alger dans leur combat pour l'Algérie Française, la « F.E.N. » lance un appel à tous les étudiants français isolés ou membres d'associations diverses pour qu'ils la rejoignent afin de bâtir l'avenir.*

Le Secrétariat national provisoire.

Paris, le 1er Mai 1960.

Pour la correspondance :
36, rue Notre-Dame-de-Nazareth,
PARIS (IIIe).

Imprimerie Maurice MIDOL, Montargis (Loiret)
No d'impression : 337. Dépôt légal 2e trimestre 1960
Le Gérant : Jacques POILLOT

istes

onale
L.N.
liants
orga-
xpri-
ilités,
er en

arxis-
ation
r oui

nçais
pré-
ique,
plus
insti-
rence
était
peut
e des
tant
gina-
ntes.
d'un
elle
listes
e re-

pour
pré-
l'ap-
udes,
oblè-

n la
à la
enir

Paris
lou-
nnée
nfé-
sera
possi-
isme

nant
orée
pest
s de
N.»
sso-

oire.